

DOSSIER

- Modernisation à la japonaise p. 30
- Cotonnades, chantiers navals et chemins de fer p. 37
- Résistants et rebelles p. 40
- Au musée Guimet : la nation par l'art p. 42
- Un empereur de légendes p. 44
- La fin des samouraïs p. 47
- « Et le Japon s'émancipa de la Chine » p. 52
- La commémoration se fait à la télévision p. 54
- Chronologie p. 32

Japon L'ère Meiji

Des chapeaux à fleurs, des locomotives, une Constitution : en l'espace d'un demi-siècle, le Japon prend, à la faveur d'une double révolution, des allures d'Occident. Révolution politique d'abord : en 1868, l'empereur prend le pas sur le *shôgun*. Révolution sociale aussi, dont les effets se lisent dans les

villes et les campagnes, dans l'opinion publique et les institutions, et jusque sur le corps d'un empereur chargé d'incarner la modernité du pays. Une modernité qui ne se résume pas à un simple décalque de l'Occident, et où Confucius joue un rôle aussi important que les ingénieurs européens.

Comme en Europe ? Cette estampe d'Omori Kakutaro imprimée en 1887 caricature deux Japonaises vêtues à l'occidentale qui chantent en s'accompagnant à l'harmonium. De la mode à la musique, l'occidentalisation est partout à la fois sujet d'amusement et d'inquiétude.





Modernisation à la japonaise

Il y a cent cinquante ans, la révolution de Meiji ouvrait la voie d'une modernisation accélérée au Japon : industrialisation, recours à la conscription, école obligatoire...

On l'a longtemps expliquée par la seule influence des puissances occidentales. Pas si sûr, nous disent aujourd'hui les historiens japonais, qui insistent sur d'autres causes et d'autres dynamiques.

Par Pierre-François Souyri

A SAVOIR

Meiji : un nom, un empereur, une révolution

« Meiji » signifie plusieurs choses. Mot à mot « gouvernement éclairé », c'est d'abord une ère du calendrier japonais : choisi parmi un éventail de noms élaboré depuis des siècles à partir des classiques chinois, le terme désigne le règne de l'empereur Mutsuhito (1868-1912). Il évoque ensuite le coup d'état qui, après l'abdication formelle du dernier shôgun en décembre 1867, rend le pouvoir à l'empereur le 3 janvier 1868. En ce sens, Meiji est une restauration. C'est enfin une séquence politique empreinte, dans les années qui suivent, de l'abolition des anciens statuts sociaux, de l'ouverture du pays aux influences extérieures et d'une modernisation accélérée de la société. En ce sens, Meiji qualifie un processus de réformes de fond marquant une coupure révolutionnaire avec l'époque précédente.

ADOC PHOTOS

DR

En 1853, quatre navires de guerre de l'escadre du commodore américain Perry se présentent dans la baie d'Edo pour forcer l'ouverture au commerce d'un archipel qui, depuis le début du xvii^e siècle, a interrompu ses relations officielles avec le reste du monde, exception faite du vaisseau néerlandais de la Compagnie des Indes toléré dans le port de Nagasaki, et des délégations coréennes qui viennent régulièrement présenter leurs hommages au *shôgun*^{*}, qui dirige le pays. Que peut faire le gouvernement du Japon, dirigé par un monarque féodal, face à cette armada qui revient quelques mois plus tard en 1854 avec, cette fois, sept bateaux surarmés dont trois frégates à vapeur ? Cette flotte de guerre rassemble la plus grande puissance de feu encore jamais concentrée sur mer. Bel exemple de la diplomatie de la canonnière.

Après l'affolement, c'est la résignation du côté des officiels japonais : le gouvernement du *shôgun* cède aux injonctions américaines et signe des traités de paix et d'amitié, puis des traités de commerce, avec les États-Unis d'abord, puis avec la Russie et les principaux États européens, à partir de 1858. Ces traités font entrer le Japon dans le jeu international. Il s'agit pourtant de traités inégaux qui, à l'image de ceux signés par la Chine à l'issue de la victoire britannique lors de la guerre de l'Opium en 1842, placent le pays dans une situation semi-coloniale, l'obligeant à céder plusieurs concessions dont celle de Yokohama et à renoncer partiellement à ses droits de douane.

Dès lors, le pays s'enfonce dans une crise politique grave : le régime, affaibli et critiqué pour avoir capitulé trop vite devant l'épreuve de force – qu'il aurait vraisemblablement perdue –, ne parvient pas à enrayer le mécontentement qui s'empare d'une partie du pays. Conduite par des samouraïs^{*} (*cf. p. 35*) de petite condition, une coalition de forces disparates émerge vers 1867-1868. Isolé, le *shôgun* finit par abdiquer et remet le pouvoir à l'empereur (*tenno*^{*}), dont l'institution était maintenue mais dont le rôle était devenu, depuis l'instauration du shogunat au xii^e siècle, essentiellement symbolique (*cf. p. 44*). La « restauration » est proclamée le 3 janvier 1868.

Centralisation, conscription, éducation

Le nouveau régime s'engage alors dans des réformes radicales pour mettre en place un État centralisé dont les deux principes fondateurs sont d'*« aller à la recherche de la connaissance de par le monde »*, c'est-à-dire de s'ouvrir vers l'Occident, et de renégocier les traités inégaux pour assurer l'indépendance nationale. Ce qui implique la mise à niveau du pays vis-à-vis des standards occidentaux sur les plans technologique et juridique, avec la constitution sous l'égide de l'État d'une industrie et d'une armée puissante et moderne, susceptible ►►►



L'AUTEUR
Professeur émérite
à l'université
de Genève, Pierre-
François Souyri a
récemment publié
Moderne sans
être occidental.
Aux origines du
Japon d'aujourd'hui
(Gallimard, 2016)
et Les Guerriers
dans la rizière.
La grande épopee
des samouraïs
(Flammarion, 2017).

Le train en marche
A gauche : un tramway électrique à Kobe, vers 1910 ; il y a un demi-siècle, le Japon découvrait les innovations technologiques venues d'Occident. Désormais, il les produit au même rythme.

Notes
Au Japon, par convention, le nom de famille précède le nom personnel.

* Cf. lexique, p. 35.

►►► d'enrayer d'éventuelles tentatives occidentales d'invasion.

En 1871, on supprime les fiefs seigneuriaux, remplacés par des départements dirigés par des préfets, et on abolit les anciens statuts sociaux, notamment l'ordre privilégié des guerriers que sont les samouraïs (cf. p. 47). En 1872, on décrète l'éducation primaire obligatoire pour les garçons et les filles de 6 à 12 ans et on adopte le système métrique et le calendrier occidental. En 1873, on instaure une armée de conscrits, ce qui met à bas le monopole des samouraïs sur la force militaire. La propriété privée est également garantie, en même temps qu'on entreprend une réforme foncière. Ces réformes venues d'en haut abolissent le système quasi fédéral de coalition seigneuriale dirigé par les *shōgun* Tokugawa depuis deux siècles et demi. ►►►

CHRONOLOGIE

1853

La flotte du commodore américain Perry mouille dans la baie d'Edo et force l'ouverture du Japon l'année suivante.

1858

Signature du traité Harris entre le Japon et les États-Unis. Des traités inégaux de même type sont ensuite signés avec les autres puissances occidentales (Russie, Grande-Bretagne, Pays-Bas, France, Portugal, Prusse, Italie, Autriche-Hongrie).

1868, 3 janvier

La restauration de l'autorité de l'empereur est proclamée avec l'empereur Meiji (Mutsuhito).

1868, septembre

Edo prend le nom de Tôkyô, « la capitale de l'Est », et devient la nouvelle capitale impériale.

1871

Fin des statuts sociaux et des priviléges ; la liberté de circulation est rétablie ; les fiefs seigneuriaux sont remplacés par des départements sur le modèle français ; une monnaie nationale, le yen, est créée.

1872

L'éducation devient obligatoire pour tous à partir de 6 ans.

1873

Une armée nouvelle est constituée dont les officiers et recrues sont issus de toutes les couches de la population. Abandon du calendrier lunaire et adoption du calendrier grégorien.

1876

Les rentes des samouraïs sont supprimées et le port du sabre est prohibé.

1882

Création de la Banque du Japon.

1889

Première Constitution japonaise moderne.

1894-1895

Guerre sino-japonaise.

1902

Alliance entre la Grande-Bretagne et le Japon.

1904-1905

Guerre russo-japonaise. Un choc : c'est la première fois qu'un peuple « blanc » est vaincu par un peuple « jaune » avec des technologies modernes.

1910

Annexion de la Corée.

1911

Abrogation du dernier traité inégal, le traité Harris signé avec les États-Unis.

1912

Mort de l'empereur. Son fils Yoshihito (le père de Hirohito) lui succède. Il règne jusqu'en 1926. Fin de l'ère Meiji, début de l'ère Taishô.

1920

Inauguration du sanctuaire Meiji de Tôkyô, un mémorial dédié au culte de l'empereur Meiji divinisé.

►►► Il n'y a pas eu au Japon de « nuit du 4 août », mais l'ensemble de ces réformes d'une grande radicalité portées par l'État dans les cinq ou six premières années de Meiji mettent un point final à l'ancien régime japonais. Cette révolution – car il s'agit bien en fait de cela – n'est pas une lame de fond populaire qui renverse l'ordre ancien. C'est la nécessité de réformes radicales qui s'impose aux nouveaux gouvernants et déclenche une restructuration générale de la société.

En 1889, le Japon se dote d'une Constitution autoritaire qui met le *tenno* au centre du dispositif. Des élections censitaires ont lieu l'année suivante (cf. p. 48) et un Parlement se réunit pour la première fois en 1891. L'État prend le nom officiel d'« empire du Grand Japon ». Mais l'« indépendance nationale » ne sera admise par les Occidentaux que plus tard, entre la fin des années 1890 et 1911 (date de l'abolition du dernier traité inégal, celui signé avec les États-Unis). Pour cela, il aura fallu que le Japon sorte victorieux d'une guerre contre la Chine en 1895, que les troupes japonaises « fassent merveille » aux côtés des troupes occidentales lors de l'épisode des « 55 jours de Pékin » et de la prise de Tianjin en 1900, et qu'enfin l'armée japonaise, grâce à l'alliance signée en 1902 avec la Grande-Bretagne, impose sa supériorité sur terre et sur mer à la Russie tsariste lors de la guerre de 1904-1905 (cf. p. 34). On mesure alors l'importance pour le Japon de siéger à Versailles en 1919 sur un pied d'égalité avec les vainqueurs¹.

Comparatisme europocentré

D'une certaine façon, on peut inscrire l'histoire de l'archipel japonais, au cours de cette période de transition que sont la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, dans un moment particulier de l'expansion territoriale occidentale : la nouvelle poussée de la mondialisation au cours de laquelle les « grandes puissances », rivales entre elles mais capables de s'unir contre un ennemi commun – comme à Tianjin en 1900² –, achèvent d'imposer leur domination sur le reste du monde, par le biais de régimes coloniaux et de protectorats divers.

Dans ce contexte, la connexion accélérée du Japon au reste du monde, à partir des



Avant Jules Ferry

C'est en 1872, une décennie avant les réformes de Jules Ferry, que l'éducation devient obligatoire au Japon, pour les garçons comme pour les filles, dès l'âge de 6 ans (ici, deux écoliers vers 1910).

années 1850, s'opère sur la base d'un rapport de force inégal. D'où le « sentiment d'urgence », la « conscience de crise » évoqués par de nombreux historiens japonais, qui rendent nécessaires des recompositions politiques et des réaménagements sociaux rapides. Avec leur complexe de supériorité fondé sur leur puissance technologique et militaire, leur racisme « scientifique » et leur darwinisme social, les « grandes puissances », vues du Japon, font peur en même temps qu'on les admire. Le pays a conscience d'être sur le fil, susceptible de succomber à tout moment à une agression : quand le tsarévitch (le futur Nicolas II), en voyage officiel au Japon, est victime d'un attentat en 1891, les autorités japonaises désemparées sont encore persuadées, pendant quelques jours, que la Russie va envahir le Japon et que le pays ne pourra y résister.

La modernité japonaise ou, pour reprendre les termes de l'époque, la marche vers la civilisation, s'est donc elle-même représentée comme rattrapant et imitant l'Occident. Les historiens japonais, toutes tendances confondues, ont ainsi longtemps cherché à penser l'écart qui séparait le Japon du modèle que représentait la modernité « blanche », faisant, consciemment ou pas, du « comparatisme europocentré », de la *lack history*, montrant tout ce qui avait fait défaut, tout ce qui avait relevé de mauvais choix. On comparait l'histoire du Japon à l'histoire de l'Europe, on découvrait que le Japon avait connu comme en Europe une féodalité – ce qui d'ailleurs distinguait de manière radicale l'histoire de l'archipel de celle de la Chine ou de la Corée. La vision européenne de la modernité imprégnait les discours historiques japonais, au point que certains y voient maintenant comme une « colonisation spirituelle de l'intérieur » qui aurait pollué leur imaginaire historique pendant plus d'un siècle.

Pourtant, depuis les années 1990, on est revenu au Japon sur cette obsession de la comparaison avec l'Europe. Les historiens ont cessé de penser le développement de la modernité ►►►

A l'école de l'Occident



Un conseiller néerlandais entouré de samouraïs, en 1868. Depuis le XVII^e siècle, les Néerlandais sont acceptés sur l'île de Dejima dans la rade de Nagasaki. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le pays commence à s'ouvrir aux technologies et aux savoirs occidentaux, notamment par le biais de traductions. Les *Rangaku* (les « études hollandaises ») initient ainsi un dialogue nippo-occidental qui prend au XIX^e siècle une ampleur nouvelle. Le régime Meiji attire à lui de nombreux experts. Venus de pays d'Europe considérés comme les plus avancés, militaires, juristes, médecins, ingénieurs et autres scientifiques se rendent alors au Japon pour y former les jeunes générations.

CHIFFRES

98 %

C'est, selon les sources officielles, le taux de scolarisation à la mort de l'empereur Meiji. Au début de son règne, 50 % des garçons mais seulement 10 % des filles étaient scolarisés.

450 000

C'est environ le nombre d'électeurs dans le système censitaire de Meiji.

A SAVOIR

La création du yen

Diversité des monnaies en circulation, pièces de mauvais aloi et papier déprécié : il était urgent pour le nouveau régime de mettre de l'ordre dans le système monétaire du Japon. C'est chose faite en 1871 : un arrêté établit un système unique de monnaie de compte, fondé sur le yen, le sen (dixième du yen) et le rin (dixième du sen). Cette même année, l'or devient l'étalement monétaire du pays, avant le passage en 1878 au bimétallisme (or et argent).



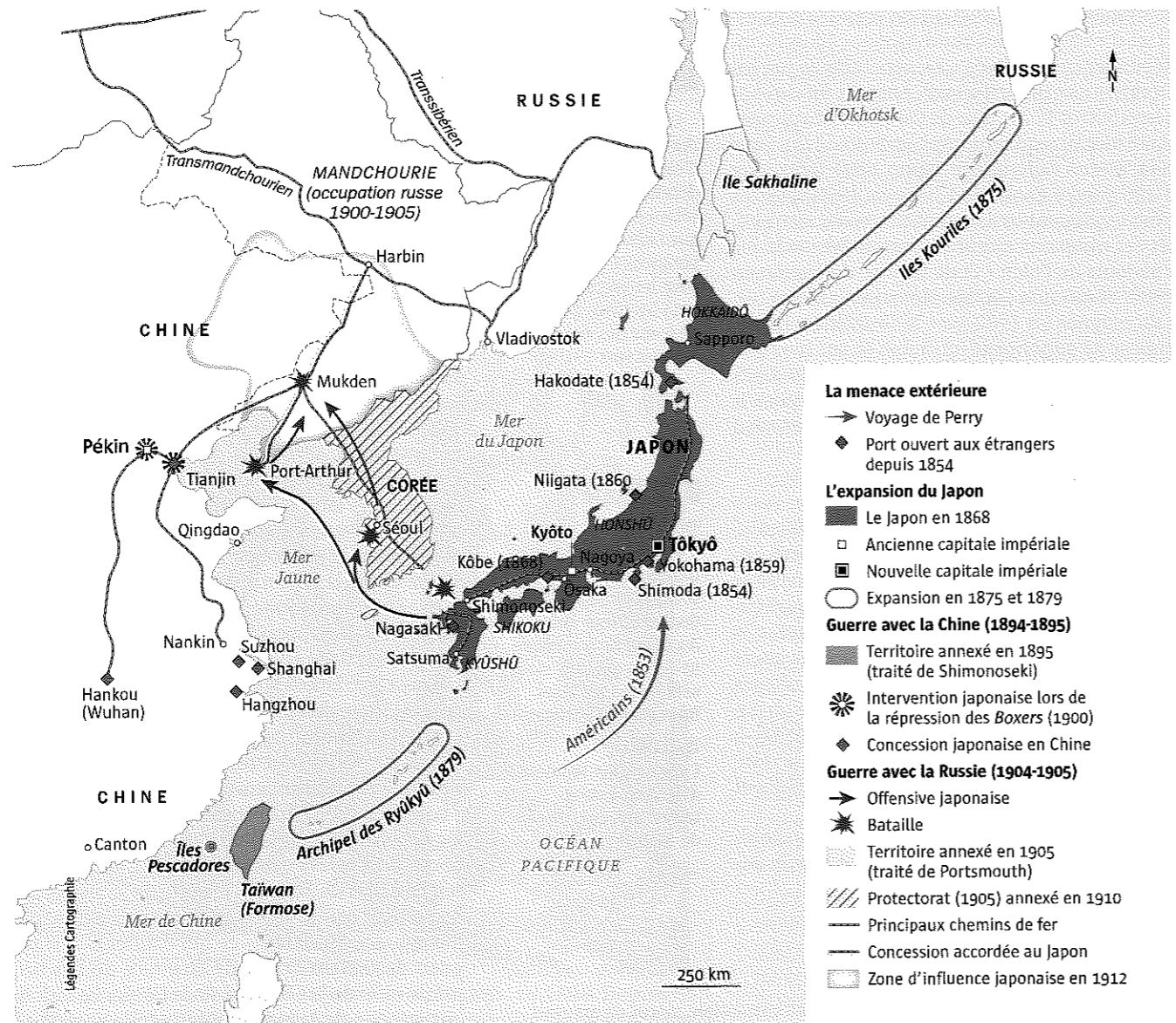
CHIFFRES

40 millions
C'est la population totale du Japon à la fin du xix^e siècle.

1 million
C'est la population d'Edo (futur Tôkyô) au début du xviii^e siècle.

►►► en termes d'occidentalisation et donc d'insuffisances : ils tentent désormais de comprendre comment l'archipel a pu se moderniser, selon des rythmes finalement proches de ceux de l'Occident. Pour le dire autrement, on cesse de se demander ce qui n'a pas bien fonctionné au cours du processus de modernisation et on pense que, tout compte fait, celui-ci s'est effectué au Japon comme ailleurs, ni mieux ni moins bien, mais pas tout à fait de la même manière.

Le Japon aurait donc connu à la fin du xix^e siècle, comme la plupart des autres pays d'Occident, une marche à la modernité, dans laquelle on retrouve les éléments d'une « grammaire commune » dont les principaux restent la création d'un État-nation, l'industrialisation, la naissance d'une société et d'une culture de masse. Citons également la construction d'une langue nationale unifiée, d'une littérature nationale, d'une histoire nationale, d'une géographie

Dans la cour des grands

Entré sur la scène internationale en 1858, le Japon de Meiji s'y impose au tournant du siècle comme une véritable puissance, capable même de rivaliser avec les pays occidentaux. Désireux de se lancer, à leur instar, dans une entreprise impériale en Asie de l'Est, il étend son territoire sur les archipels environnants, puis au détriment de la Chine et de la Russie, qu'il défait respectivement en 1895 et 1905 grâce à une armée efficace et modernisée. Taïwan, Sakhaline et la Corée passent ainsi l'une après l'autre dans son orbite. Ce faisant, le Japon devient pour ses voisins asiatiques une menace doublée d'un modèle, la preuve qu'il est possible de résister à l'hégémonie occidentale mais en même temps le risque d'une nouvelle domination. Un processus qui culminera durant la Seconde Guerre mondiale avec la « sphère de coprospérité de la grande Asie orientale », étendard d'une identité asiatique fondée sur l'impérialisme japonais.



Impérialisme En 1904 le Japon part en guerre contre la Russie et devient le premier pays asiatique à défier une puissance européenne (estampe, début du xx^e siècle).

et donc d'un espace national, d'un peuple qu'on s'évertue à présenter comme homogène, de rituels d'État particuliers, etc. Tous ces appareils idéologiques se sont construits au Japon dans les années 1885-1895, c'est-à-dire, à peu de chose près, dans le même temps que partout ailleurs.

La modernité japonaise n'est donc pas déformée ou en retard, comme on le pensait jusque dans les années 1980, mais elle est la forme prise au Japon par le processus lui-même. Les contradictions du Japon moderne ne sont plus le produit des « restes de féodalisme », comme l'analysaient les marxistes japonais de l'école Kôza au milieu du xx^e siècle, mais le fait de la modernité en tant que telle.

Dès les années 1820-1830 apparaissent à Ōsaka les premières manufactures textiles, où sont employés des ouvriers-paysans

Retourner ainsi le gant permet par ailleurs de mieux comprendre la success-story japonaise. Car, si on la définit par l'adoption des méthodes et des techniques occidentales, comment expliquer que ce qui a échoué ailleurs ait réussi au Japon ? Pourquoi le Japon fut-il le seul pays non occidental à avoir pu se moderniser à la fin du xix^e et au début du xx^e siècle ? Pour rendre compte de ce phénomène et aller à l'essentiel, isolons quelques éléments qui semblent déterminants.

D'abord, la modernisation japonaise commence très tôt et est précédée avant les réformes de Meiji d'un processus, que les historiens désignent sous le terme de proto-industrialisation,

engagé durant la seconde moitié du xvii^e siècle et qui précède la révolution industrielle proprement dite³. Au cours de ce processus, la pensée d'origine chinoise se développe dans la société japonaise dans des proportions inconnues jusqu'alors. Enfin l'un des éléments déterminants est l'émergence d'un débat public, d'une opinion publique, qui s'appuie notamment sur des mouvements d'idées, des associations qui se meuvent en partis politiques, l'apparition d'une presse qui se bat pour la liberté d'opinion et qui commence à constituer un quatrième pouvoir. La modernisation japonaise aurait donc en grande partie des causes endogènes et serait bien moins qu'on ne l'a cru le résultat de l'ouverture du pays à l'Occident.

Dès la fin du xvii^e et au début du xix^e siècle, l'archipel japonais voit par ailleurs émerger de nouvelles configurations sociales. Agriculture commerciale, développement d'une industrie rurale, spécialisation régionale, production artisanale qui cède le pas à une industrie domestique, débouchés extérieurs liés à l'existence de métropoles urbaines, hausse de la production, travail intensif sur les parcelles, tout concourt à indiquer que nous sommes bien là dans le cadre d'un phénomène de proto-industrialisation.

Comme en Occident, cette proto-industrialisation s'accompagne d'une prolétarisation progressive de la paysannerie. Dès les années 1820-1830 apparaissent à Ōsaka les premières manufactures textiles, des ateliers où les patrons propriétaires des machines emploient des ouvriers-paysans, au demeurant le plus souvent des femmes.

En soi, ces phénomènes économiques ne seraient pas nécessairement porteurs d'une grande signification historique s'ils n'étaient accompagnés en outre d'une montée du niveau moyen d'éducation, d'une circulation des idées sans commune mesure avec tout ce qui ►►►

LEXIQUE

Daimyô
Grands seigneurs régionaux à la tête de fiefs et de principautés.

Samouraïs
Au cours des x^e et xi^e siècles émerge la classe des samouraïs ou *bushi* (guerriers), soumis à la noblesse. Dans les provinces orientales notamment, les *bushi* s'émancipent et créent à la fin du xi^e siècle le régime shogunal, une administration autonome de la cour impériale. Les samouraïs disparaissent dans les années 1870, avec l'avènement de l'ère Meiji.

Shôgun
En 1192, le chef du clan Minamoto reçoit le titre de *shôgun* : « général en chef chargé de la pacification des Barbares ». Peu à peu, les *shôgun* accaprent la totalité des pouvoirs de l'État en exerçant leur suzeraineté sur les samouraïs jusqu'à la restauration Meiji en 1868.

Tennô
D'origine taoïste, ce titre ancien (« l'Auguste du Ciel ») assimile l'empereur à l'étoile Polaire. Employé au Japon depuis le vii^e siècle, en concurrence avec d'autres termes, il devient avec la Constitution Meiji de 1889 l'appellation officielle de l'empereur. Ce dernier, descendant de la déesse du soleil, est une sorte de médium entre les divinités et les hommes. C'est aussi le souverain du pays, même si, entre le xi^e siècle et 1868, le vrai pouvoir est aux mains du shogunat.



Dans les campagnes
Ci-dessus : une photographie de la cueillette du thé au pied du mont Fuji, vers 1880. Sous Meiji les villes se transforment, mais aussi les campagnes, où l'agriculture connaît une modernisation rapide.



Le Japon sort de son cocon
Ci-contre : estampe représentant des moulins à soie, vers 1890. La fibre japonaise, prisée dans le monde entier, participe à l'essor commercial du pays.

►►► avait été connu jusque-là, d'une poussée des courants intellectuels critiques doublée d'une curiosité scientifique dans des domaines variés. On a même pu évoquer l'émergence, à la fin du XVIII^e siècle, d'une véritable « société de l'écrit », avec un nombre grandissant d'écoles apparaissant dans les agglomérations, puis dans les campagnes, partout dans le pays. Vers 1840-1850, on compte environ 20 000 écoles populaires, toutes créées spontanément, sans intervention étatique, par la « société civile », auxquelles s'ajoutent les « écoles de fief », créées par les seigneurs pour les enfants de samouraïs. On apprend dans ces écoles à maîtriser la

lecture, l'écriture, le calcul. Des *juku*, sorte de collèges et lycées privés, viennent compléter le dispositif pour les élèves les plus studieux et les plus aisés. Pas de manuels scolaires à proprement parler, mais l'étude des classiques chinois – et notamment de Confucius – est à la base de l'enseignement populaire.

Explosion des publications

Parallèlement à ce véritable boom éducatif, les progrès dans les techniques d'imprimerie xylographique (sur bois) permettent la multiplication des publications dans des genres nouveaux : livres comiques, satiriques, licencieux, picaresques, traités militaires, littérature sentimentale pour le public féminin... Dès le milieu du XVIII^e siècle apparaissent de « petits livres à couverture jaune », bon marché et de taille suffisamment réduite pour se glisser dans la manche d'un kimono, et d'autant plus lus que se développe alors un commerce de libraires ambulants, prêteurs et vendeurs de livres. La lecture s'impose dès lors comme une nécessité au quotidien. Rien d'étonnant donc si, en 1872, dix ans avant Jules Ferry, on décrète le caractère désormais obligatoire de l'éducation des enfants et la mise en place d'un ministère de l'Éducation.

Ce seul exemple de l'essor d'une « société de l'écrit » permet de comprendre pourquoi l'arrivée des Occidentaux au milieu du XIX^e siècle et les changements économiques, politiques et culturels qu'elle induit peuvent être analysés, non comme le point de départ de la modernité, mais comme les révélateurs et les accélérateurs d'un mouvement engagé depuis longtemps.

Le développement de l'éducation, de la lecture – collective ou solitaire –, ainsi que ►►►

Cotonnades, chantiers navals et chemins de fer

La proto-industrialisation avait préparé le terrain. Mais, en l'espace de quelques décennies, c'est une véritable révolution industrielle que connaît le Japon.

Au début de l'ère Meiji, l'industrie japonaise moderne reste limitée à quelques chantiers navals et usines textiles, et c'est pour l'essentiel le secteur traditionnel artisanal qui assure la production. Un demi-siècle plus tard, en 1918, la part de la production industrielle dépasse pour la première fois celle de l'agriculture. Cette révolution industrielle peut se résumer en quelques chiffres : le revenu national augmente de 4 % en moyenne par an entre 1880 et 1914 ; la production est multipliée par deux entre 1895 et 1905 ; et la part de la main-d'œuvre dans le secteur industriel ne cesse de croître aux dépens de la main-d'œuvre agricole, passant de 6 % seulement en 1880 à 20 % en 1920, soit 5 millions de personnes environ.

Le textile, éternel pionnier

Deux phases scandent ce décollage de l'industrie : dans le secteur de l'industrie textile à partir des années 1880, puis dans l'industrie lourde à partir de 1900. Dans les années 1880, l'industrie japonaise moderne est surtout représentée par le secteur textile, avec quelques usines bien équipées à Ōsaka et à Tôkyô, dont les machines sont importées des pays occidentaux (des États-Unis le plus souvent) et la matière première constituée pour l'essentiel de coton indien bon marché. En 1897, les exportations dans ce secteur (surtout des cotonnades à destination du marché chinois) l'emportent pour la première fois sur les importations. Au même moment, la production de soieries industrielles augmente en flèche du fait de la mécanisation accélérée du secteur. L'industrie traditionnelle à domicile cède le pas dans les campagnes à la production en usines régionales. Crées avec le capital investi par les commerçants riches et les propriétaires fonciers, ces usines collectent la

production locale des éleveurs de vers à soie et embauchent une main-d'œuvre de jeunes filles issues des villages de la contrée. En 1913, le Japon est le quatrième exportateur mondial de cotonnades et, avec 67 % de la main-d'œuvre ouvrière, l'industrie textile peut être considérée à la fin du XIX^e siècle comme le moteur du développement industriel japonais.

Sur terre et sur mer

En comparaison, l'industrie lourde reste retardataire et ne compte que des arsenaux et des chantiers navals, comme à Yokosuka ou à Kure. Son essor est le résultat du volontarisme de l'État qui veut équiper une armée moderne. Elle connaît un bond en avant après la victoire contre la Chine en 1895 (avec notamment l'ouverture en 1901 des aciéries Yawata), mais c'est la guerre russo-japonaise qui marque en 1904-1905 le véritable tournant. En 1906, le Japon produit 70 000 tonnes d'acier, soit dix fois plus que cinq ans auparavant, et couvre déjà 50 % de ses besoins en fer et 40 % de ses besoins en acier. En 1913, la production atteint plus de 250 000 tonnes et double encore en 1919. La part de l'industrie lourde dans la production industrielle passe à 22 % en 1914, 32 % en 1919. Si la production à but militaire soutient l'essor de l'industrie lourde, la construction de chemins de fer joue aussi un rôle non négligeable avec la multiplication des lignes à travers le pays – de 278 kilomètres de lignes en 1882 à plus de 6 800 en 1902. Portée par ces deux secteurs, la révolution industrielle japonaise peut être considérée, pour l'essentiel, comme achevée vers 1910.

P.F. S.



Avec les techniques de l'Occident, ce sont ses modes d'organisation du travail qui font leur apparition au Japon. Ici, un atelier de séchage de thé, vers 1900.

►►► d'une réflexion critique – limitée dans ses élans par une censure tatillonne et une répression impitoyable –, donne peu à peu naissance à des couches moyennes cultivées issues du groupe des guerriers, mais aussi de la bourgeoisie naissante et de la paysannerie aisée. Maîtrisant des savoir-faire scientifiques et techniques ainsi qu'une culture fondée sur les classiques chinois, ces couches lettrées sont de moins en moins aptes à se satisfaire d'une société politique dominée par la seule aristocratie militaire du sang et souhaitent que leurs talents soient reconnus, pour le bien de leur seigneur d'abord, puis, à partir des années 1860, pour le bien de la nation.

Bricolages et innovations

Le processus identifié comme modernisation a toujours joué au Japon sur des influences multiples, empruntant certes à l'Occident, mais aussi à la Chine ou à des savoirs de nature endogène. Ces influences multiples étant réinterprétées, réinventées, modulées selon des agencements singuliers.

Ainsi des dirigeants politiques du nouveau régime né en 1868. Leur désir de créer un État centralisé reflète la pensée politique chinoise dans laquelle ils ont été éduqués. Deux univers politiques s'y opposent : celui du gouvernement fort, centralisé, imposant une bureaucratie efficace, divisant le territoire en circonscriptions administratives ; et celui qui semble son contraire, quand l'empereur se déprend de son pouvoir pour le confier à des chefs provinciaux, des seigneurs qui exercent en son nom l'autorité. Pour les Chinois, ces deux régimes avaient leurs avantages et leurs inconvénients, qui tenaient en définitive à la vertu et à la sagesse des dirigeants. Le régime centralisé pouvait en effet déboucher sur la tyrannie, et le second sur le chaos. Or, au Japon, cette conception de l'histoire évolue quand les penseurs japonais commencent au début du xixe siècle à expliquer que le régime centralisé est supérieur dans tous les cas au régime de morcellement des pouvoirs et que ceci éclaire partiellement l'évolution des sociétés : ainsi de la supériorité de Rome sur les royaumes barbares qui lui succèdent...

Quand Itô Hirobumi (1841-1909), un jeune samouraï xénophobe de la principauté de Chōshū,

Une société de l'écrit
Ci-contre, à gauche : le journaliste Fukuchi Gen'ichirô (1885) ; à droite : une femme lisant un journal (1878). Ces deux estampes esquiscent l'espace public qui, grâce à l'écrit, se structure au Japon pendant l'ère Meiji, par-delà les différences de sexe et les anciens statuts sociaux.



est envoyé en Angleterre en 1863-1864 pour y étudier le système politique local, il en revient persuadé que la supériorité politique britannique est due au caractère centralisé du régime. Désormais, il ne rêvera que de mettre fin au morcellement des pouvoirs au Japon pour imaginer un État centralisé sous la houlette d'un souverain unique et respecté de tous. Futur Premier ministre et « père » de la Constitution de 1889, Itô Hirobumi pense dans les catégories chinoises apprises dans sa jeunesse, ce qui ne l'empêche nullement d'imaginer le monde de son temps et d'agir sur lui.

Le corps social en ébullition

Tout ceci, toutefois, ne fut possible que grâce à l'extrême créativité de la société japonaise de l'époque Meiji, creuset d'une opinion publique fortement charpentée dont témoignent des débats d'une grande richesse. Non pas, bien sûr, que la population japonaise tout entière ait approuvé et encouragé ces changements. Loin d'avoir constitué un processus calme et linéaire, les transformations accélérées de la société japonaise à partir de 1868 ont été vécues par les contemporains comme un cheminement chaotique où illusions, désirs et attentes se heurtent

LONDONS THE MELVILLE MUSEUM AND BANK OF THE TRUSTERS OF THE BRITISH MUSEUM

THE PHILADELPHIA MUSEUM OF ART/ART RESOURCE/SCALA

Une femme prend la parole

La jeune intellectuelle Kishida Toshiko (vers 1861-1901) fut sans doute la première féministe au Japon. Ayant acquis un solide savoir classique, elle parvint, bien que simple fille d'un marchand de Kyôto, à devenir une dame de la cour, donnant à l'impératrice des leçons sur Mencius. Mais, au bout d'une année, elle quitte le palais impérial, ne supportant plus la condition qu'on lui impose. Elle parcourt le pays et s'enflamme pour le vaste mouvement associatif qui surgit à la fin des années 1870 pour réclamer la liberté et les droits du peuple, alors à son apogée. Elle en devient en 1882 (elle n'a alors qu'une vingtaine d'années) l'une des oratrices les plus connues, et probablement la première femme japonaise à prendre la parole en public dans un meeting politique. Avec ses coiffures superbes et son magnifique kimono, elle fascine les hommes qui se pressent pour l'écouter. Dans une langue qui emprunte des expressions au chinois classique, elle tient des discours incroyablement radicaux sur la liberté de parole ou l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle n'a pourtant aucune idée de ce qu'est le mouvement féministe en Occident, qui d'ailleurs est encore balbutiant, puisqu'elle n'a lu que des classiques chinois et de la poésie japonaise. Elle s'en inspire pour légitimer ses propos par des discours anciens afin de porter, pour la première fois au Japon, une revendication autonome pour les femmes. P.-F. S.

A SAVOIR

Ce que l'on cherche chez Confucius

La doctrine du lettré chinois Confucius (v. 551-479 av. J.-C.) s'appuie sur une translation, à l'échelle du gouvernement, de l'organisation et des valeurs familiales. Elle recherche une harmonie sociale et un art de gouverner fondés sur des vertus cardinales (humanité, justice, bienséance, loyauté, sincérité), et le respect des rites établis par les « sages ». Connue au Japon depuis le vi^e siècle, le confucianisme se diffuse à partir du xvii^e siècle et devient l'idéologie officielle du shogunat des Tokugawa, qui légitiment ainsi leur pouvoir reposant sur le retour de l'ordre et de la paix après des siècles de guerres seigneuriales.

Futur Premier ministre et père de la Constitution de 1889, Itô Hirobumi pense dans les catégories politiques chinoises de sa jeunesse

à des réalités plus sombres dans un contexte de forte conflictualité politique et sociale.

Plusieurs contemporains se sont efforcés de mettre des mots sur cette ère d'incertitudes. Le journaliste Tokutomi Sohô y voyait un spectacle grandiose : « Le Japon d'aujourd'hui était le champ d'une bataille acharnée entre le Japon féodal d'avant et le Japon de demain. » On a pu évoquer l'effondrement de la société ancienne comme un « moment cruel » pour « ceux qui ne purent suivre ». Beaucoup de groupes sociaux furent en effet déstabilisés et l'arrivée de la « civilisation » apparut souvent pour les gens du peuple comme une négation de leur monde, de leurs habitudes de vie. Les nombreuses révoltes populaires qui parsemèrent l'histoire des débuts de l'ère Meiji peuvent ainsi être comprises comme des combats contre la modernité (cf. p. 40). Toujours est-il que, dans les couches moyennes des villes et des campagnes, le programme de la modernisation fut repris par ceux qui soutenaient le Mouvement pour la liberté et les droits du peuple.

Parmi eux, un certain Sakurai Shizuka, membre d'une association qui regroupait les habitants des villages autour de Chiba. En 1881, il lança spontanément un manifeste « *en faveur de l'ouverture d'un Parlement* », dans lequel il dénonçait l'échec de l'oligarchie à instituer un gouvernement représentatif, et il envoya ses propositions aux délégués de l'assemblée préfectorale de Chiba ainsi qu'à tous les citoyens. Le journal *Chôya shinbun* publia son appel et le relaya : Sakurai reçut pas moins de 300 réponses ! L'idée que le peuple devait participer à l'élaboration collective de la Constitution se répandit comme une traînée de poudre. Projets de Constitution et pétitions en faveur d'un régime d'assemblée se multipliaient à la barbe d'un gouvernement pris de court. Plus de 70 projets de Constitution circulaient de par le pays tandis que les pétitions rassemblaient plusieurs centaines de milliers de signatures.

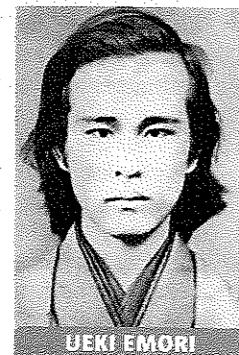
Chiba Takusaburô, instituteur près de Tama, dans l'actuelle banlieue de Tôkyô, se lance en 1881, avec d'autres, dans la rédaction d'une Constitution inspirée par Henry Brougham, un politique libéral anglais, et dont notre homme avait entendu parler, on ne sait trop comment. Son projet de Constitution, accompagné d'une autobiographie détaillée, a été découvert ►►►

Résistants et rebelles

La métamorphose du Japon ne s'est pas faite sans heurts. Lésés par ses réformes économiques, déçus par son autoritarisme, nombreux furent ceux qui se soulevèrent contre le nouveau régime, ou s'efforcèrent de le transformer.

La rapidité des réformes, introduites dans l'urgence par des dirigeants peu soucieux des résistances, ne tarda pas à provoquer frustrations et déceptions. En négligeant les difficultés des petites gens à s'adapter aux changements, le gouvernement, autoritaire et appuyé sur une haute bureaucratie trop sûre d'elle-même, était en train de s'aliéner une partie de l'opinion, pourtant favorable au régime dans ses débuts.

Chez les paysans, la réforme foncière de 1873 ne fut pas bien accueillie : elle liquidait certes le régime féodal et ouvrait la propriété aux exploitants agricoles, mais elle alourdissait considérablement les impôts. Si l'on ajoute à cette rente foncière la charge du service militaire obligatoire et le soutien financier à l'école publique, on comprend que la paysannerie ait pu se sentir lésée par le nouveau régime, dont les fonctionnaires se montraient souvent arrogants à l'égard



UEKI EMORI

de ses plaintes. Dans les années qui suivirent, des émeutes paysannes d'une ampleur considérable éclatèrent un peu partout dans le pays contre le montant des impôts. En 1876, toute la région autour de Nagoya était en état d'insurrection et, finalement, le gouvernement céda en 1877, baissant la rente de 3 à 2,5 %, ce qui, combiné à la hausse générale du prix du riz, soulagea un peu les campagnes.

Prendre part au changement

A côté de ces mouvements hostiles aux mutations imposées au Japon, d'autres formes d'opposition ponctuèrent les premières décennies du régime Meiji.

Leur but : non pas revenir à l'ancien système, mais lutter contre le despotisme du nouveau, et assurer une plus large participation de la société à la transformation du pays.

En 1874, le samouraï Itagaki Taisuke, évincé du gouvernement l'année précédente, publia un rapport en faveur

d'élections et d'assemblées représentatives. Il dénonçait notamment le caractère despote d'un régime qui ne s'appuyait que sur la haute bureaucratie des fonctionnaires d'État. Il revendiquait le droit pour les contribuables d'être représentés dans des assemblées élues et, plus généralement, le droit des citoyens à s'occuper des affaires politiques. Selon lui, un État fort et légitime ne pouvait être construit qu'à condition de réconcilier le peuple et ses fonctionnaires, et de transformer les sujets de l'empire en véritables citoyens. Cette déclaration suscita un vif débat dans le pays, inaugurant le Mouvement pour la liberté et les droits du peuple dont les partisans gagnèrent en influence après l'échec des révoltes de samouraïs de 1877 (cf. p. 47).

Jusque vers 1878-1879, le Mouvement attirait pour l'essentiel d'anciens samouraïs en lutte contre l'autoritarisme du régime, mais il gagna progressivement à sa cause la nouvelle couche moyenne rurale (paysans aisés, commerçants, propriétaires fonciers). Tous étaient hostiles au despotisme du nouveau régime et aspiraient à discuter les orientations budgétaires.



Sur ce dessin publié dans le journal *Naniwa shinbun* le 4 janvier 1888, des manifestants en faveur de la liberté et des droits du peuple défilent en brandissant des banderoles « Vive la liberté » pour protester contre l'ingérence de juges étrangers à la Cour suprême japonaise.

Mais d'autres préoccupations se firent jour : éducation, amélioration des techniques agricoles ou hygiène publique. Le Mouvement lança des pétitions en faveur d'un régime constitutionnel, organisa des réunions publiques où l'on évoquait pèle-mêle questions politiques et économiques et problèmes plus techniques comme l'amélioration des engrangements et des transports locaux. En 1880-1882, ces réunions furent organisées par centaines dans les provinces.

De nombreux projets de constitution commencèrent à circuler et à être discutés dans le pays, signe d'une véritable soif de parole des populations, et la presse naissante sut s'en faire le relais. Entre 1879 et 1882, pas moins de 40 projets « sérieux » de constitution furent rédigés, souvent par des anonymes, et soumis à discussion. La plupart se prononçaient en faveur d'une monarchie constitutionnelle, mais des projets plus radicaux furent également formulés, telle la constitution proposée par Ueki Emori, l'un des leaders du Mouvement, inspirée de la Constitution française de 1793.

En 1881, Itagaki Taisuke créa un Parti de la liberté (*Jiyūtō*) qui s'engageait en faveur de la mise en place immédiate d'un gouvernement constitutionnel et militait pour « l'amélioration de la société par l'élargissement de la liberté et la protection des droits pour progresser vers le bonheur ». Le parti d'Itagaki était pour l'essentiel composé d'anciens samouraïs, rejoints par des membres des nouvelles couches moyennes urbaines, mais aussi par des notables provinciaux. Pour la première fois, une formation organisée attirait à elle des groupes sociaux au-delà des clivages d'ancien régime : en ce sens, il s'agit sans doute du premier parti politique moderne du Japon.

Grâce aux travaux pionniers de l'école *minshūshi* (littéralement « les gens du peuple dans l'histoire »), un courant historique qui anticipa au Japon, dès les années 1960, l'approche de la *microstoria italiana* et des *subaltern studies*, les historiens voient aujourd'hui ces mouvements, pourtant contestataires, comme le prolongement des transformations introduites par le gouvernement de Meiji. Venus du bas, ils permirent aux élites locales de s'emparer à leur manière du programme de modernisation du régime pour le réaliser : sans cette mobilisation de la société, le Japon n'aurait sans doute pas pu connaître des transformations aussi rapides et profondes. P.-F. S.



Laissés-pour-compte

La modernisation ne touche pas de façon homogène l'ensemble de la société japonaise : un monde sépare les citadins de Tôkyô de ces autochtones aïnous, photographiés vers 1880 sur l'île de Hokkaidô.

► ► ► en 1968 dans un grenier abandonné. L'auteur faisait partie de ces samouraïs de bas rang très cultivés qui, appartenant à d'anciens fiefs favorables au régime shogunal, s'étaient retrouvés vaincus et déclassés au lendemain de Meiji. Il insistait sur la préservation des droits des citoyens et l'interdiction de l'ingérence du pouvoir étatique dans la sphère des droits de l'individu. Pour légitimer son propos, il avait recours au concept de « voie royale » qui proclamait l'égalité de tous les hommes, et s'appuyait donc sur les classiques chinois pour se faire l'avocat d'une constitution à l'anglaise.

Le penseur anglais et le lettré japonais

Cette symbiose curieuse entre un penseur anglais et un lettré japonais de province, qui y lit la quintesse de la politique telle qu'elle se comprend dans la pensée chinoise, pourra paraître étrange. Mais c'est bien dans ces catégories que pensaient les gens de l'époque et que le débat public avait lieu. Pour comprendre cette période, il faut mettre l'accent sur les réinterprétations des apports extérieurs et relativiser la valeur exemplaire de l'expérience européenne – ce qui bien sûr ne signifie pas la nier. La trajectoire historique que parcourt alors le Japon met clairement en jeu une opinion publique naissante et grandissante, un espace public critique et une société civile dont on sait, au moins depuis les travaux du philosophe allemand Jürgen Habermas, tout ce que la modernité lui doit. Mais ce mouvement de modernisation est issu des profondeurs de la société japonaise elle-même. Il n'est pas objet d'importation.

L'histoire nous invite donc à considérer que des formes spécifiques de la modernité sont nées au Japon, avec leurs dimensions propres, hybrides et hétérogènes. Dans ces conditions, les Européens n'en sont peut-être pas les dépositaires uniques. D'autres formes de modernité se sont manifestées en Asie, et singulièrement au Japon. ■



▲ Un visage sur un empereur
De l'empereur Meiji on ne conserve guère plus de quatre photographies, mais en dérive une abondante propagande visuelle destinée à faire entrer l'empereur dans les foyers et les esprits japonais. C'est là un élément déterminant du projet mené par les élites politiques de l'époque : former un sentiment d'appartenance à une nation. L'empereur apparaît seul, en costume militaire, bardé de décorations et assis à l'occidentale ; en famille ; parmi les souverains du monde ; ou encore au côté de son épouse également vêtue à l'euro-péenne. Ces représentations adoptent exceptionnellement la forme traditionnelle du rouleau vertical, comme sur ce kakemono de soie de 1,84 m de haut réalisé vers 1889 d'après un dessin d'Edoardo Chiossone (collection Nasser D. Khalili, Londres). La lithographie, technique occidentale, se mêle à l'emploi d'une poésie calligraphiée faisant référence aux empereurs du passé.

Une partie des œuvres et des objets exposés au Musée national des arts asiatiques – Guimet (MNAAG) du 17 octobre 2018 au 14 janvier 2019 dans « Meiji, splendeurs du Japon impérial » proviennent des collections du professeur londonien Nasser D. Khalili. Depuis plusieurs décennies, cet Iranien d'origine a rassemblé quelque 35 000 objets d'art exposés à travers le monde.

Exposition

A Guimet : la nation par l'art

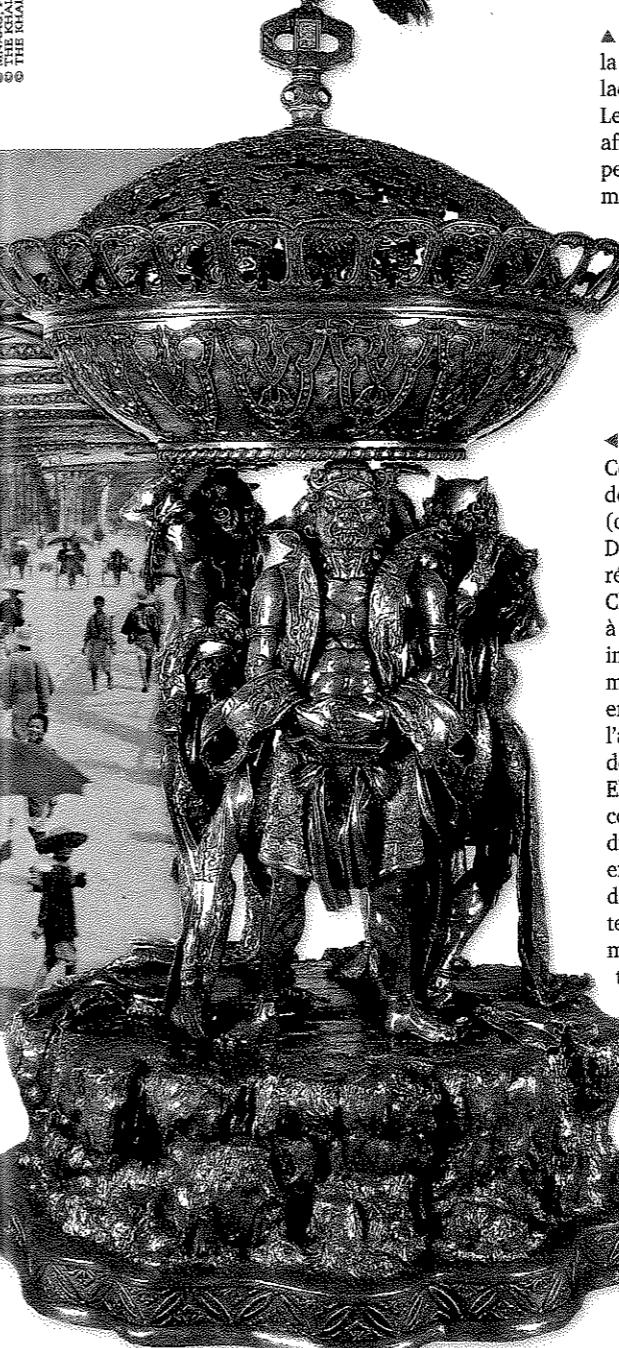
Métaux, photographies, estampes, émaux : l'art de Meiji se décline sur tous les supports. Avec, partout, le même souci : concilier nouveauté et tradition. Et incarner la nation.

Par Sophie Makariou, présidente du Musée national des arts asiatiques – Guimet



▲ Entre estampe et photographie La photographie est introduite très tôt au Japon, avant même l'ère Meiji. Lorsque le pays s'ouvre vraiment, sa diffusion est donc extrêmement rapide. Sur place, une première génération de photographes occidentaux forme alors des émules. Le plus célèbre d'entre eux, l'Italo-Britannique Felice Beato, rencontre en arrivant dans l'archipel un monde saturé d'images, et notamment d'estampes. La photographie en adopte les codes et s'en rapproche par des rehauts de couleurs, comme sur ce cliché. Les ponts, par exemple, ont toujours fourni une matière pittoresque à l'estampe : la photographie y ajoute une dimension moderne, remplaçant les anciens ponts de bois par des ouvrages d'art métallique, comme ici le pont Tenjin, à Ōsaka, construit entre 1875 et 1878 et doté de l'éclairage électrique (MNAAG).

© THE KHALILI COLLECTIONS OF JAPANESE ART
© MARYEV PARIS D'YVETTE, EMMANUELLE PAVIS, THIERRY OLIVIER
© THE KHALILI COLLECTIONS OF JAPANESE ART



◀ Art industriel
Cette pièce de bronze de 2,80 m de haut (collection Nasser D. Khalili, Londres), réalisée par Suzuki Chokiki, fut présentée à l'exposition internationale d'art du métal de Nuremberg, en 1885, puis proposée l'année suivante au musée des Arts décoratifs de Berlin. Elle est alors présentée comme datant du début du xix^e siècle. Ces fontes exceptionnelles, fruit des derniers progrès technologiques, servent en même temps à exalter une tradition de grande qualité.

Par le soutien qu'il apporta aux artistes japonais, le gouvernement de Meiji contribua à établir la réputation d'excellence de l'industrie et de l'artisanat japonais.



▲ Oublier la Chine L'art de l'émail cloisonné connaît sous l'ère Meiji un véritable essor, au point de devenir emblématique de la période. La technique, toutefois, est ancienne. Son succès est lié aux pièces chinoises d'époque Ming qui apparaissent sur le marché après le sac du palais d'été de Pékin en 1860. Les premières pièces japonaises, archaïsantes, en sont de simples仿eries. Mais, dès les années 1880-1890, les artistes trouvent leur style et créent des pièces d'une maîtrise technique parfaite, alliée chez les plus grands à une sensibilité délicate, qui finit par faire oublier l'origine chinoise de cet art. Avec ses glycines, associées au chrysanthème blanc impérial, cette boîte réalisée vers 1905 par Ando Jubei (collection Nasser D. Khalili, Londres) semble la quintessence de l'art japonais.

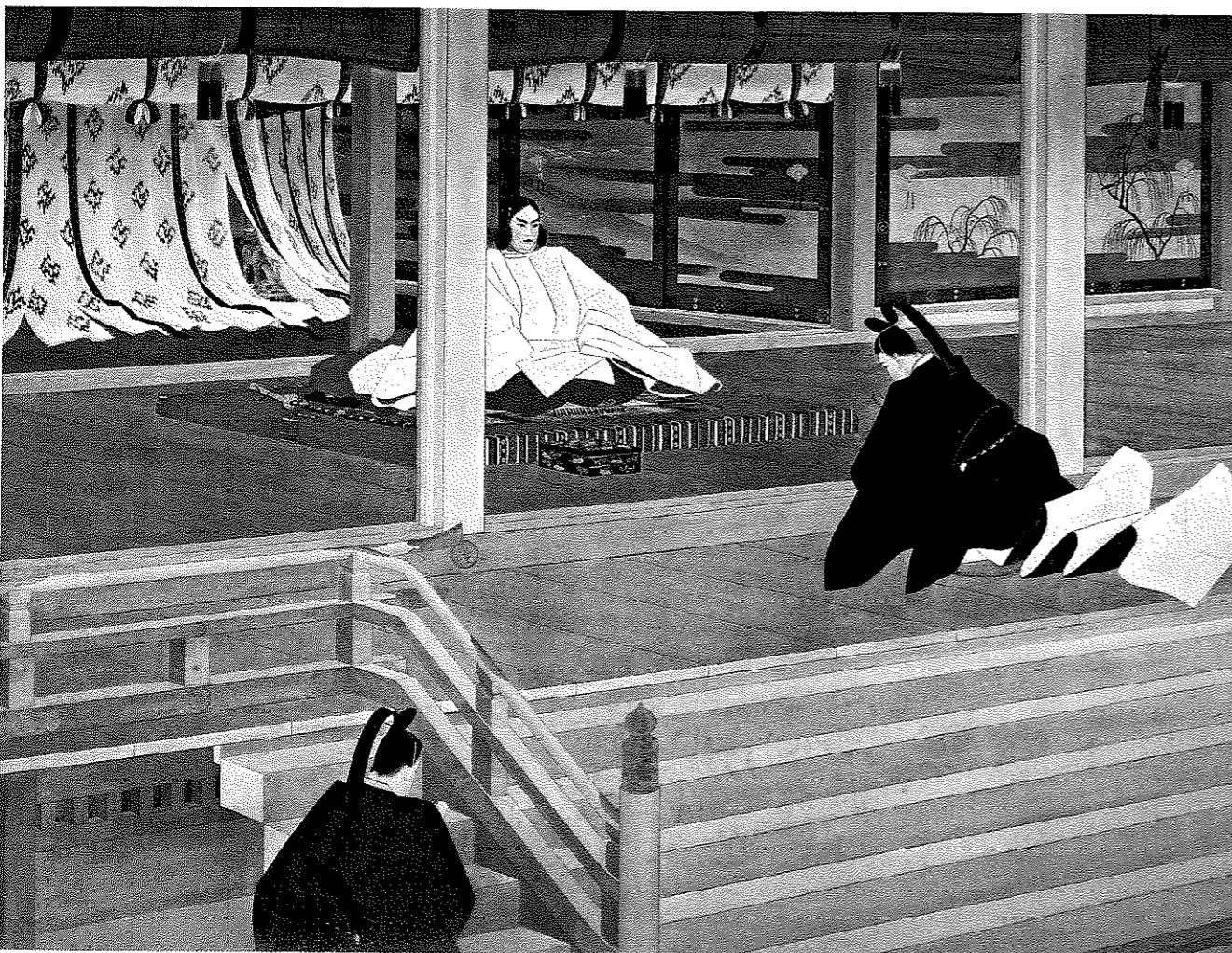


▲ Fétichisme du drapeau Des officiers fêtent la victoire de 1895 contre la Chine (MNAAG). Cette guerre suscita au Japon une abondante iconographie à laquelle participèrent les plus grands artistes de l'estampe, tel Kobayashi Kiochika. Leurs compositions font un large usage de procédés formels frappants : diagonales affirmées, effets de raccourci, concentration dramatique de l'action en quelques personnages sur les fonds laissés principalement vides, ou au contraire éblouissante maestria dans la composition de scènes de batailles navales aux remarquables effets scéniques et de lumière. La guerre moderne, avec ses batteries de canons, ses cuirassés, ses uniformes noirs, fait ainsi une entrée spectaculaire dans le monde de l'estampe japonaise. Les artistes exaltent aussi la géométrie du drapeau au soleil levant, qui incarne la montée en puissance de la nation.

Un empereur de légendes

La nouvelle ère qui s'ouvre au Japon en 1868 se confond avec le règne de l'empereur qui porte son nom : Meiji. La révolution s'est pourtant faite sans lui. Il finit néanmoins par endosser les habits de chef d'État et par incarner la fonction impériale redevenue centrale au cœur du régime. En apparence...

Par Guillaume Carré



Propagande posthume L'accession au trône de Mutsuhito, à 14 ans, le 3 février 1867. Cette peinture murale de Shōko Kawasaki décore le sanctuaire Meiji construit entre 1912 et 1920 à Tôkyô à la gloire de l'empereur défunt, que l'on décide alors de diviniser. Dans l'histoire de cet homme devenu dieu il est en fait beaucoup de faux-semblants.

Restauration de Meiji : le nom même par lequel on désigne communément en France la phase qui s'ouvre en 1868 dans l'histoire japonaise semble souligner le rôle majeur joué par l'empereur Mutsuhito, alias Meiji¹, porté au pouvoir alors que l'archipel devait faire face aux pressions impérialistes des puissances occidentales. De fait, la naissance de Mutsuhito, le 3 novembre 1852, précède de peu l'arrivée au Japon, en 1853, de l'escadre américaine du commodore Perry. Mais, par-delà la légende, quelle place accorder dans cette histoire au jeune empereur, tout juste âgé de 15 ans quand fut proclamée la restauration de son autorité ?

Reclus dans son palais de Kyôto

Face à la poussée occidentale en Asie, le sentiment d'urgence cristallisa un désir d'union nationale pour dépasser les rigidités du système politique féodal. Car depuis l'échec des tentatives pour réformer et renforcer le régime shogunal dans les années 1840, la légitimité des gouvernements s'était progressivement érodée, et la personnalité inconsistante du 13^e *shôgun*^{*}, Tokugawa Iesada, aiguiseait les rivalités parmi les grandes maisons seigneuriales. Mais si le *shôgun* s'avérait défaillant, quelle figure était susceptible de conduire cette mobilisation des énergies de tout le pays ?

Dans le régime bâti à l'aube du XVII^e siècle par les Tokugawa, il n'y avait rien, politiquement, au-dessus du *shôgun*. Cependant, symboliquement, le Japon avait toujours un souverain, et même un « empereur », le « *tennô** » (« l'Auguste du Ciel »), une institution qui, depuis le VII^e siècle, avait repris ou adapté les oripeaux de la titulature impériale chinoise, et dont le prestige était alors en pleine ascension. La renaissance politique de l'empereur avait débuté en effet dès la fin du XVIII^e siècle, quand de savants philologues se mirent à exalter les vieux mythes des origines



L'AUTEUR
Maître de conférences à l'EHESS, Guillaume Carré a notamment dirigé avec Anne Bouchy et François Lachaud Légitimités, légitimations. La construction de l'autorité au Japon (EPEQ, 2005) et a publié avec Mathieu Mariolle et Ennio Buñi la bande dessinée L'Empereur Meiji (Glénat-Fayard, 2017).

divines des *tennô*, incarnations légitimes et sacrées de la souveraineté au Japon.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, ce mouvement intellectuel dit des « études nationales » (*kokugaku*) commença à se développer en pensée politique centrée sur le *tennô*. C'est d'ailleurs sous son influence que se répandit l'usage du terme même de « *tennô* », plus ou moins réservé auparavant aux empereurs défunt, alors qu'on employait à l'époque d'Edo surtout des expressions détournées, comme *dairi* (« le palais »), pour désigner l'empereur vivant. La plupart des penseurs de ce courant polymorphe étaient cependant issus des milieux guerriers et cherchaient en réalité une voie pour réformer le régime shogunal et renforcer sa puissance. Toutefois les *tennô* en chair et en os, reclus dans leurs palais de Kyôto, sous la surveillance étroite du pouvoir shogunal d'Edo, n'étaient absolument pas impliqués ni consultés dans ces débats : l'empereur des études nationales demeurait donc une abstraction, mais qui ne demandait qu'à s'incarner.

Ce nouveau souverain qui redresserait le pays face aux menaces impérialistes des Occidentaux, les opposants xénophobes à la politique d'ouverture du shogunat crurent le trouver dans l'empereur Kômei, le père de l'empereur Meiji. Et ce furent les dirigeants shogunaux eux-mêmes qui leur en fournirent le motif. Conscients de la montée en prestige de l'institution impériale, ils imaginèrent en effet qu'il leur suffirait de faire avaliser leurs décisions par le *tennô* pour faire taire les critiques envers leur politique étrangère. Mais ce qui aurait dû n'être qu'une formalité tourna au cauchemar quand l'empereur Kômei refusa obstinément de ratifier le traité de commerce conclu avec les États-Unis en 1858. Les adversaires les plus radicaux de la politique des Tokugawa, rassemblés sous le slogan « Révéler l'empereur et chasser les Barbares » (*Sonnô jōi*), n'en demandaient pas plus pour basculer dans la subversion et le terrorisme : un nationalisme virulent trouva dès lors dans la « restauration » de l'autorité impériale une cause suffisamment puissante pour se mobiliser. Et pour le shogunat, ce fut le commencement de la fin.

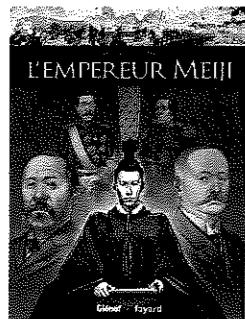
Toutefois, si l'empereur Kômei s'était senti tout ragaillardi par les marques de déférence nouvelles que lui prodiguait le shogunat, il n'entendait nullement gouverner à la place de celui-ci, qu'il considérait toujours comme le protecteur et le bienfaiteur de la cour de Kyôto. Pour lui, celle-ci devait demeurer un conservatoire des traditions nationales, éloignée de l'action gouvernementale et dévolue à un rôle cérémoniel et culturel. Soucieux avant tout de faire cesser la profanation de la terre ancestrale par les étrangers, il n'en conservait pas moins sa confiance aux autorités shogunales pour accomplir cet objectif, et il collabora même avec elles pour purger la cour et son entourage des éléments les plus extrémistes. Un des principaux obstacles à la ►►►

A SAVOIR

3 janvier 1868 : le coup d'État



Ce sont de jeunes samouraïs de l'ouest de l'archipel qui deviennent le fer de lance de la lutte anti-shogunale. Issus des fiefs de Satsuma et Chôshû, ils affrontent à plusieurs reprises le shogunat dans les années 1860. Alors que la plupart des fiefs demeurent dans l'expectative, ils se résolvent au coup de force le 3 janvier 1868 : le shogunat, déjà affaibli par la démission en décembre 1867 du 15^e et dernier *shôgun* Tokugawa Yoshinobu (ci-dessus), est mis hors la loi et l'autorité de l'empereur rétablie. La guerre de Boshin, qui les oppose aux fidèles des Tokugawa, s'achève en 1869 par la victoire complète des clans rebelles, qui gagnent à leur cause « impériale » la majorité des autres fiefs de l'archipel.



De la viande et du vin
Foin des tabous ancestraux : l'empereur Meiji mange désormais de la viande ! Vignette tirée de la bande dessinée de M. Mariolle, G. Carré et E. Bufl, *L'Empereur Meiji*, Glénat-Fayard, 2017.



►►► cause impériale se retrouva donc être paradoxalement le *tenno* lui-même, et la disparition brutale de Kōmei, le 30 janvier 1867, suscita des rumeurs d'empoisonnement, jamais prouvées.

Son fils, le prince héritier Sachi no Miya, alias Mutsuhito², grandit ainsi dans un climat délétère d'affrontements et de complots à la cour de Kyôto, devenue un enjeu crucial entre partisans et adversaires du shogunat. On connaît assez mal l'enfance du futur empereur Meiji, mais on sait qu'il reçut une instruction typique d'un noble de la cour de Kyôto, essentiellement à base de lectures de classiques, chinois et japonais, et de composition poétique. Le même genre d'éducation qui, selon le dernier *shôgun* Tokugawa, avait rendu Kōmei complètement ignorant des réalités du XIX^e siècle et incapable de rien comprendre à la politique étrangère du pays.

Au nom de l'empereur, mais sans lui

À la mort de son père, le nouveau *tenno* entrait dans sa quinzième année et n'avait même pas encore été déclaré majeur³. Mais son inexpérience politique et sa jeunesse servirent les desseins de ceux qui œuvraient à la chute du shogunat. A peine fut-il intronisé que les éléments hostiles aux Tokugawa redressèrent la tête à la cour et entreprirent d'obtenir le rappel d'individus naguère bannis par Kōmei en raison de leur activisme contre le régime. Parmi eux, un certain Iwakura Tomomi. Pardonné dès la fin de 1867, il complota avec les adversaires les plus résolus des Tokugawa, les guerriers qui avaient pris le contrôle des fiefs de Chôshû et de Satsuma.

Notes

- * Cf. lexique, p. 35.
- 1. C'est le nom d'ère qui correspond à son règne et qui, après sa mort, est repris pour le désigner, suivant une tradition inaugurée par l'empereur Meiji.
- 2. Les empereurs portaient des noms personnels, mais aussi un nom princier avant leur intronisation, et un nom posthume.
- 3. Au Japon à l'époque d'Edo, il n'y avait pas d'âge strict pour la majorité (la décision était à la discrétion du père ou tuteur légal), mais elle était déclarée en général vers 14-15 ans.

L'inexpérience politique et la jeunesse de Mutsuhito servirent les desseins de ceux qui œuvraient à la chute du shogunat

La fin des samouraïs

Symboles de l'ancien régime, ils disparaissent avec lui. Mais beaucoup se reconvertisSENT dans le nouvel État de Meiji.

En décembre 1867, la crise politique japonaise est telle que le *shôgun* Tokugawa Yoshinobu remet son abdication à l'empereur. Il avait compris que le pays devait changer de fond en comble, qu'il fallait tenir compte désormais de l'opinion publique et avoir son soutien. Plutôt que de voir le pays ravagé par la guerre civile, il préfère renoncer. Le 3 janvier 1868, la restauration monarchique est proclamée. De là date le premier acte qui allait mener à la disparition des samouraïs.

Peu après son installation, le nouveau pouvoir entreprend de construire un État centralisé et s'attaque aux anciens statuts sociaux, dont celui des guerriers. En 1873, un décret organise une armée de conscription recrutée dans toutes les couches de la population : c'en est fait du monopole des samouraïs sur la puissance militaire. En 1876, le port du sabre, réservé désormais aux officiers de l'armée ou de la police, leur est même interdit, tandis que le droit de circuler à cheval cesse d'être leur privilège.

L'ultime lutte des « bushi »

A cette déchéance symbolique s'ajoute en 1876 aussi la décision d'abolir l'ancien système qui régissait leur rétribution. Le revenu qu'ils recevaient jusqu'à présent – calculé en fonction de la noblesse de leur lignage, et non pas de leur véritable talent – apparaît comme une charge trop lourde. Aussi le nouveau régime décide-t-il de le supprimer. Désormais, à la place de leur ancien fief-rent, le gouvernement leur offre en tout et pour tout des obligations publiques gagées en or correspondant en moyenne à cinq années de rente. Si les grandes maisons seigneuriales des *daimyô*^{*} peuvent réinvestir dans la terre, la banque ou les projets d'infrastructures en plein essor, la masse des guerriers moins dotés subit de plein fouet cette réforme. Tous sont dès lors soumis à l'impôt. Contraints à une reconversion souvent douloureuse, certains vont tenter de se lancer dans les affaires, pas toujours avec succès.

De toute évidence, les petits samouraïs font les frais de la transformation du pays dans les années 1870. On évoque des

« nouveaux pauvres » qui se sentent victimes d'une forme de trahison de la part des élites, trahison de l'esprit de Meiji et sentiment d'une injustice. Aussi le mécontentement s'installe-t-il parmi les petits samouraïs déclassés qui en viennent à prôner l'action directe contre les gouvernants de Meiji. Cette contestation culmine en 1877 avec la « guerre du Sud-Ouest » menée dans l'île de Kyûshû par Saigô Takamori, l'un des artisans de la restauration, déçu par le nouveau régime. Chauffés à blanc par les mesures qui liquident les samouraïs en 1876, ses élèves décident de se soulever contre le gouvernement pour le porter au pouvoir, bien que Saigô lui-même n'ait pas souhaité défier les autorités. L'armée rebelle, qui regroupe bientôt 20 000 guerriers exaltés, rencontre quelques succès mais se retrouve finalement encerclée et écrasée par les forces gouvernementales. Saigô finit par se suicider en septembre 1877. Sérieux coup de semonce pour le nouveau régime, cette guerre marque surtout la fin définitive des samouraïs, vaincus par une armée moderne de conscrits.

Mais s'ils disparaissent comme groupe social, nombreux sont pourtant les anciens samouraïs à se glisser dans les rouages de ce régime issu de leurs rangs. Les anciens activistes des fiefs de Satsuma et Chôshû, qui avaient orchestré la révolution, prennent ainsi le contrôle dès les années 1870 des étages supérieurs et moyens du nouvel appareil d'État, en intégrant la diplomatie, la bureaucratie ou l'armée. Après sa victoire, le régime de Meiji n'a pas procédé à une chasse aux sorcières contre les guerriers fidèles aux Tokugawa, rapidement pardonnés ; pourtant l'opposition au pouvoir est souvent animée par d'anciens vassaux partisans des Tokugawa, ou leurs descendants. Les professions intellectuelles (avocat, médecin, journaliste, enseignant...) qu'ils investissent pour beaucoup leur permettent malgré tout d'intégrer les étages supérieurs de la nouvelle société. Jusqu'à la démocratisation consécutive à la Seconde Guerre mondiale et même après, les descendants des samouraïs conservent la haute main sur l'État japonais.

P.F.S.



Des samouraïs du clan Satsuma, hostiles aux Tokugawa, pendant la guerre de Boshin (1868-1869) : l'empereur qu'ils portent au pouvoir va précipiter la disparition de leur ordre.

►►► était proposé avant que le *tennō* ne le tire finalement au sort (cf. p. 31).

Mutsuhito ne fut donc ni l'inspirateur, ni le maître d'œuvre de l'ère Meiji, mais bien son produit. Les nouveaux maîtres du pays, les leaders des factions de Satsuma et de Chōshū, entreprirent immédiatement de le mettre au service du nouveau régime. Dès 1868, ils décidèrent de lui faire quitter Kyōto, où les empereurs résidaient depuis le IX^e siècle, pour l'installer dans l'ancien château shogunal d'Edo, rebaptisé à l'occasion Tōkyō, « la capitale de l'Est ». On coupa ainsi le *tennō* des influences conservatrices de l'ancienne cour, tout en rassurant les habitants de l'ancienne capitale shogunale, qui se trouvait être aussi la plus importante ville du pays.

Nouvelle capitale, nouvelle étiquette

Pourtant, il était aussi clair pour les dirigeants de Meiji qu'il leur fallait transformer entièrement non seulement la fonction impériale, mais même le corps et la personnalité d'un *tennō* encore maigre et intimidé par ce monde inconnu. Une mise à niveau du jeune empereur s'imposait et, fort heureusement pour le nouveau régime, le fils s'avéra plus accommodant que son père envers les nouveautés étrangères. Rompt avec l'éducation qu'il avait reçue jusqu'alors, Mutsuhito fut initié aux savoirs occidentaux sous la surveillance de ses mentors du gouvernement, à l'équitation et aux exercices physiques, mais aussi aux manières européennes, afin de pouvoir faire bonne figure devant des hôtes de marque étrangers : on l'invita donc à manger de la viande, en brisant ainsi un tabou qui pesait depuis des siècles sur la table impériale. Vêtu à l'occidentale, moustachu et barbu, alors que l'époque d'Edo avait été généralement glabre et rasée de frais, Mutsuhito prit dès lors l'apparence d'un souverain façonné sur des modèles européens (comme sur l'estampe p. 49 ou celle reproduite sur la couverture de ce numéro).

La Cour elle aussi fut réformée en profondeur avec le licenciement dès 1871 des dames du palais – le personnel féminin de l'entourage impérial, gardien de l'antique étiquette – et la liquidation de la vénérable aristocratie aulique, dorénavant privée de ses pensions et priée de se reconvertis dans le nouvel appareil d'État. A la place, les dirigeants de Meiji instaurèrent une noblesse différente, toujours inspirée de l'Europe, en fusionnant les restes des anciennes aristocraties curiale et féodale avec les nouvelles élites issues de l'armée et du monde économique ou politique. Le protocole et l'apparat de la cour furent modernisés sur des modèles occidentaux, y compris en transformant, voire en inventant, des cérémonies « traditionnelles » : ainsi, c'est à l'occasion du mariage du prince impérial, en 1900, qu'on créa de toutes pièces la cérémonie nuptiale *shintō* encore célébrée actuellement dans les sanctuaires japonais.

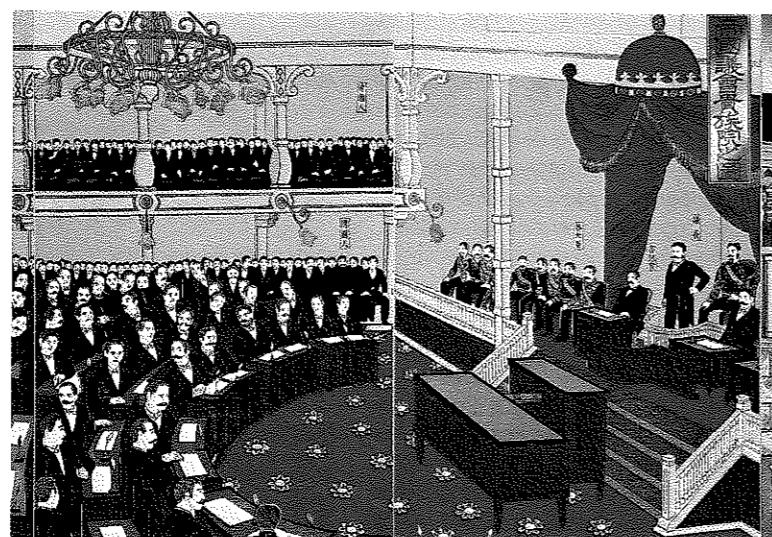
Les nouveaux dirigeants modelèrent un empereur dont l'image, diffusée par une intense ►►►

La Constitution de 1889 : une monarchie parlementaire ?

Le 11 février 1889, Mutsuhito octroie au Japon, à l'occasion d'une cérémonie publique, sa première Constitution. Un moyen de poser le pays comme l'égal des puissances occidentales ; une réponse, aussi, aux revendications des libéraux qui réclamaient ce texte depuis le milieu des années 1870. Après avoir étudié les institutions des différents pays occidentaux, c'est finalement pour le modèle de la Constitution prussienne qu'optent ses rédacteurs – à la faveur notamment de la victoire de la Prusse en 1870.

Le texte met en place deux Chambres : celle des députés (*Shūgi-in*), à cette époque élue au suffrage censitaire (15 yens d'impôt, ce qui représente environ 450 000 électeurs, soit à peine plus de 1 % des hommes en âge de voter), et celle des pairs (*Kizoku-in*) recrutée dans la nouvelle noblesse définie par le régime à partir de 1869. Ces Chambres votent le budget et délibèrent sur des projets de loi présentés soit par elles-mêmes, soit par le gouvernement. Mais le texte affirme surtout la primauté de l'empereur, « sacré et inviolable », ce qui en soi n'en fait pas un être divin : la même notion se retrouve par exemple dans la Charte octroyée par Louis XVIII aux Français en 1814. Cet empereur concentre le pouvoir exécutif et détient d'importantes capacités législatives. Chef de guerre, il commande les armées, décide de la guerre et de la paix et conclut les traités. Chef de l'administration, il nomme les ministres et les principaux fonctionnaires civils et militaires. Enfin, sa sanction est nécessaire à la promulgation des lois, et il peut prendre des ordonnances dont certaines (notamment celles touchant à la sécurité publique) ne sont même pas présentées aux Chambres. Il ne faut pas se méprendre toutefois : le rôle personnel de l'empereur demeure limité et ce sont dans les faits la haute administration et l'armée qui confortent ici leur pouvoir sur le Japon.

Malgré son Parlement (ici sur une estampe de la fin du XIX^e siècle), le Japon demeure soumis à un exécutif omnipotent.



FARIS, BIBLIOTHÈQUE NATIONALE ARCHIVES CHARMET/BRIDGEMAN IMAGES
NEW YORK, METROPOLITAN MUSEUM OF ART, JP3241A-C ; AKG

Vêtu à l'occidentale, moustachu et barbu, le *tennō* prit l'apparence d'un souverain façonné sur des modèles européens



►►► propaganda, devait servir deux objectifs : tout d'abord, incarner le régime en présentant une figure charismatique qui suscite l'adhésion et le dévouement de la population au-delà des anciennes allégeances aux principautés féodales, supprimées en 1871. A cette fin, on commença à organiser des tournées du jeune *tennō* dans les provinces dès 1872, alors que ses ancêtres étaient demeurés inaccessibles dans leur palais. En somme, il s'agissait de faire reposer l'État-nation en construction sur la figure prestigieuse, populaire et respectée d'un monarque, exactement de la même manière que pour Victor-Emmanuel II en Italie, Guillaume I^e en Allemagne, ou les divers roitelets balkaniques à la même époque. Loin de toute restauration de traditions immémoriales, l'instrumentalisation du premier empereur du Japon moderne s'inscrit donc pleinement dans les politiques d'unification nationale du XIX^e siècle que connut aussi l'Europe.

Il fallait également que l'empereur du Japon montrât l'exemple de la modernité non seulement à ses sujets, mais aussi aux nations occidentales, pour lesquelles l'attachement « décadent » des cours chinoise ou coréenne à des rituels d'un autre âge légitimait toutes les entreprises impérialistes. Lors de sorties soigneusement mises en scène par les dirigeants du pays, l'empereur Meiji inaugurerait donc les dernières réalisations technologiques, des expositions industrielles et artistiques, en incarnant le choix du « progrès », c'est-à-dire de l'occidentalisation, par le Japon. De ce point de vue, il jouait le même rôle que les monarques ou présidents d'Europe et d'Amérique mais, en plus, ses apparitions publiques comme sa vie privée étaient autant de vitrines de l'adoption de l'art de vivre

Note

4. Dans son ouvrage *The City of War. Explaining World War I* publié en 1998, cet historien britannique affirmait que le communisme et le fascisme ne se seraient pas imposés en Europe si l'Allemagne était sortie victorieuse du conflit en 14-18.

à l'europeenne, destinées à convaincre la population de ses bienfaits.

La « restauration » impériale légitima donc une véritable révolution des mœurs et des institutions. Le prestige de l'empereur, garant de la continuité de « l'essence nationale » (*kokutai*), ne fut pas de trop pour faire accepter aux Japonais la volte-face modernisatrice des dirigeants de l'ère Meiji, alors que les sentiments xénophobes demeuraient vifs dans le pays.

L'empereur reconstruit à partir des années 1870 n'avait plus grand-chose à voir avec ceux qui l'avaient précédé. Il était devenu une figure patriciale inédite dont l'image idéalisée fut diffusée dans la population par toutes sortes de portraits, surtout à partir des années 1890. Il illustrait aussi de nouvelles représentations du couple et de la famille avec son épouse, pour laquelle on exhuma le titre tombé depuis longtemps en désuétude d'« impératrice » (*kōgō*). Tandis qu'à l'époque d'Edo une séparation stricte avait été imposée entre le monde de la cour de Kyōto et celui des guerriers, l'empereur Meiji, passant désormais en revue les troupes ou assistant à des réunions d'état-major dans ses uniformes chamarrés de décorations, devint une figure martiale, comme ses congénères européens. Cette militarisation de l'image du *tennō* correspondait au désir des dirigeants politiques et des généraux de l'ère Meiji de forger un nouvel « esprit national » japonais, en répandant dans la population, désormais enrôlée tout entière dans l'armée, des valeurs guerrières autrefois réservées à l'aristocratie féodale.

Les guerriers de Chōshū et Satsuma et les nobles de Kyōto qui menèrent la révolution de 1868 prétendaient rétablir le pouvoir personnel du *tennō*, et ce prétexte leur permit de lancer leur ►►►

►►► train de réformes en s'abritant derrière une prétendue volonté de l'empereur qui, en réalité, ne décidait de rien. Lors de la première grave crise politique qui éclata entre les dirigeants en 1873, à propos des relations avec la Corée, aucun des protagonistes ne songea à demander l'opinion du *tennō* : Iwakura Tomomi se contenta de présenter à l'empereur l'avis de son parti de renoncer à une expédition en Corée comme une décision gouvernementale, pour la faire avaliser.

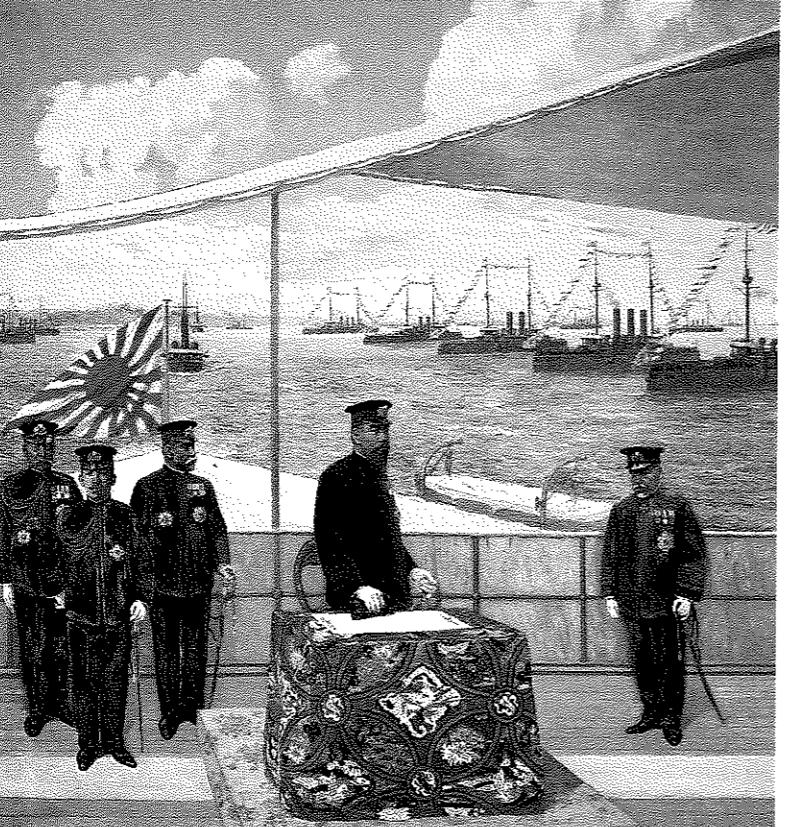
Marionnette ou dirigeant ?

Les choses évoluèrent dès la fin des années 1870 quand Mutsuhito, qui approchait de la trentaine, eut pris une certaine assurance et commença à s'installer dans son rôle de chef de l'État. A partir des années 1880, il présida régulièrement les débats des organes gouvernementaux, même s'il se tenait coi la plupart du temps, et s'absténait de prendre part. Mais les conseillers proches de l'empereur, tel Motoda Nagazane, chargé à l'origine de parfaire son éducation, souhaitaient qu'il manifeste plus franchement sa volonté en politique, pour orienter celle-ci dans un sens plus critique envers l'occidentalisation des mœurs.

Face à ces partisans d'un véritable pouvoir personnel du *tennō*, c'est le nouvel homme fort du régime, Itô Hirobumi, de la faction de Chōshū, qui imposa la poursuite de la modernisation des institutions du pays. Formé en Angleterre et aux États-Unis, Itô restait persuadé que l'adaptation des modèles occidentaux, y compris en politique, était indispensable pour fonder la puissance de l'État, convaincre les pays impérialistes de traiter le Japon en nation « civilisée ».

La question de la place de l'empereur dans le système institutionnel constituait un problème crucial pour donner au régime une forme stable et définitive. Lors des débats sur la rédaction d'une constitution (cf. p. 48), Itô Hirobumi s'opposa, en présence de Mutsuhito, aux tenants d'un despotisme impérial plus ou moins éclairé, en rappelant que l'esprit d'un tel texte devrait être « *premièrement de limiter les pouvoirs du souverain, deuxièmement de protéger les droits du peuple* », car si l'on se contentait d'énumérer les devoirs des sujets, alors « *il n'y avait aucune nécessité d'établir une constitution* ». Toutefois, les penchants « libéraux » d'Itô atteignaient rapidement leurs limites, puisque en réalité cet homme d'ordre voyait dans la promulgation d'une constitution un moyen pour calmer et contrôler les revendications démocratiques portées par le Mouvement pour la liberté et les droits du peuple (cf. p. 42), qui secoua le régime à partir du milieu des années 1870. Dès 1882, l'armée et la marine se retrouvèrent d'ailleurs sous l'autorité directe de l'empereur, pour y éviter les dissensions politiciennes.

La Constitution de l'empire du Grand Japon de 1889, comme celles de l'Allemagne ou de l'Autriche qui l'avaient beaucoup inspirée, faisait donc du *tennō*, chef de l'État et chef des armées, la clé



Chef de guerre

MOT CLÉ
Sur cette peinture du mémorial Meiji de Shōtarō Tōjō, Mutsuhito figure en chef de guerre, devant la flotte moderne qui constitue l'un des fleurons de son armée. A travers lui, l'armée conforte son pouvoir sur le Japon.

Shintoïsme

MOT CLÉ
Ensemble de croyances religieuses japonaises remontant sans doute à la protohistoire auxquelles se sont mêlés de nombreux éléments syncrétiques venus du continent, notamment le taoïsme. Il repose sur le culte des *kami*, puissances malignes ou bénéfiques présentes dans la nature. Le *shintō* d'État devient la doctrine officielle à l'ère Meiji et est placé au-dessus des autres religions.

de voûte d'un système politique conservateur : le texte fut d'ailleurs octroyé par le souverain à son peuple, ce qui épargna à ses concepteurs les débats d'une Assemblée constituante. D'un autre côté, bien que le *tennō*, à la tête de l'exécutif, disposât de pouvoirs réels hors du contrôle parlementaire, il n'en était pas moins tenu de respecter les lois promulguées par les Assemblées qu'il avait lui-même établies, comme les pratiques gouvernementales formellement approuvées par lui, même si là encore Mutsuhito, de toute façon incompté dans ces domaines, n'avait été à l'initiative de rien. Il était entendu que l'empereur, autorité suprême et incarnation de la communauté nationale, ne pouvait se compromettre dans les luttes de partis, et tout le système gouvernemental et parlementaire mis en place après 1889 alla dans ce sens.

Une immense popularité

La popularité de l'empereur s'accrut encore avec la guerre contre la Chine de 1894-1895 : le Japon récolta alors les premiers fruits de sa transformation à marche forcée et de toutes les décisions, déclaration de guerre comprise, qu'on avait présentées comme émanant de la volonté impériale. Pourtant Mutsuhito, qui avait fini par parfaitement comprendre en quoi consistait le rôle de père de la nation conçu pour lui par les bâtisseurs de l'ère Meiji, se contenta en réalité jusqu'à la fin de sa vie de ratifier et de promulguer la politique décidée par des gouvernements d'oligarques, sans tenter d'abuser de son pouvoir.

Peut-être, au fond, n'avait-il pas tant de goût, ou de capacité, pour l'action politique. Cependant,

Le prestige de l'empereur reposait aussi sur tout un ensemble de représentations mythiques et religieuses

l'âge venant, il s'installa dans son image d'autorité morale respectée, et d'instance de médiation entre les fortes personnalités à la tête du pays, aidé par les hommes d'État expérimentés de son conseil privé. La légende du « grand empereur » (*taitei*) modernisateur et sauveur du Japon, construite par la propagande, s'enracina de son vivant aussi bien dans la population de l'archipel qu'en Occident et jusque dans le monde musulman. Après la victoire du Japon sur la Russie en 1905, nous sont parvenus des témoignages du prestige dont y jouissait son empire parmi certaines élites de peuples colonisés par les Européens.

L'empereur Meiji mourut le 30 juillet 1912 à cause de son diabète, et il fut bientôt divinisé, comme l'avait d'ailleurs été au XVII^e siècle le fondateur du shogunat des Tokugawa, Ieyasu. Le sanctuaire Meiji de Tōkyō fut bâti à cette occasion. Pourtant, les pères fondateurs du régime de Meiji s'étaient montrés dans l'ensemble assez peu

Hirohito
Concentration du pouvoir, expansionnisme : Meiji porte déjà les germes du Japon impérialiste des années 1930, où le souvenir de Mutsuhito demeurera puissant. Son petit-fils Hirohito visite ici, en 1968, le sanctuaire Meiji.

réceptifs aux théories les plus exaltées sur les origines divines de la dynastie impériale : il n'en est fait nulle mention explicite dans la Constitution de 1889, pas plus que le *shintō* n'y est déclaré religion d'État. Le *tennō*, en tant que source ultime de souveraineté et de légitimité politique, était défini dans ce texte plutôt comme un organe de l'État, et cette interprétation domina chez les constitutionnalistes jusque dans les années 1930. Cependant, à la différence de ses homologues européens, le prestige de l'empereur du Japon reposait sur autre chose que son rang de souverain et même de présumé héros modernisateur : tout un ensemble de représentations mythiques et religieuses charriées par l'histoire, qui ont servi de matrice au nationalisme nippon, et avec lesquelles les oligarques de l'ère Meiji jouèrent eux aussi volontiers, par exemple en orientant le *shintō* vers un culte du *tennō*.

Dans la population, l'idée d'un *tennō* sacré, et même divin, fut encore renforcée par la propagande gouvernementale et l'action de la presse. Celles-ci exaltaient les vertus de l'empereur Meiji, en qui se confondaient le « monarque éclairé » (*meikun*) confucéen, l'homme d'État modernisateur héroïsé, et enfin le « dieu vivant » (*arahato-gami*), au sommet de la religion *shintō* réinterprétée par les études nationales depuis le XIX^e siècle, incarnant dans sa personne le Japon tout entier.

La dévotion envers l'empereur Meiji fit de la Constitution un texte sacré et inviolable qui demeura formellement en vigueur même après que le Japon bascula sans retour dans l'aventurisme militaire à partir des années 1930. L'ordre constitutionnel établi en 1889 mena en réalité le pays tout droit à la catastrophe des années 1940, en atrophiant les capacités de contrôle du pouvoir civil, et surtout en établissant, au cœur de la nation, un *tennō* aussi puissant en théorie qu'incapable d'exercer une autorité politique réelle. Le rôle écrasant du souverain, s'il était pris à la lettre, exigeait en effet un chef d'État sinon d'essence divine, du moins aux qualités exceptionnelles, pour ne pas dire surhumaines.

La prise de contrôle de l'État par les cliques militaires au nom de l'empereur dans les années 1930 rappelle la situation de l'Allemagne au cours de la Première Guerre mondiale, même si les personnalités de Guillaume II et de l'empereur Shōwa (Hirohito, petit-fils de l'empereur Meiji, qui régna à partir de 1926) étaient diamétralement opposées. Il n'est par conséquent nul besoin de recourir aux élucubrations douteuses de l'histoire contrefactuelle à la Niall Ferguson⁴ pour postuler ce qu'aurait pu devenir une Allemagne sortie victorieuse de la Grande Guerre : l'exemple du Japon et de son système impérial, pour lesquels l'œuvre de Bismarck fut une source d'inspiration majeure, nous montre que, même en retirant tous les bénéfices possibles du premier conflit mondial, de tels régimes portaient en leur sein les germes des cataclysmes militaires et politiques qui les anéantirent. ■



« Et le Japon s'émancipa de la Chine »

Que représente aujourd'hui Meiji pour le Japon ? Comment replacer cet épisode dans l'histoire longue de l'archipel ? Quelles nouvelles pistes de recherche approfondir ? Un des grands spécialistes japonais de la période nous répond.

Entretien avec Mitani Hiroshi



L'AUTEUR
Professeur émérite à l'université de Tôkyô, Mitani Hiroshi est l'un des grands spécialistes de la révolution de Meiji, notamment en dialoguant avec l'historiographie de la Révolution française. Il a publié *Escape from Impasse. The Decision to Open Japan* (International House of Japan, 2006).

L'Histoire : Quelle place, selon vous, occupe Meiji dans l'histoire japonaise ?

Mitani Hiroshi : On peut appréhender la place de Meiji à différentes échelles. Dans l'histoire longue du Japon, c'est un véritable changement civilisationnel. Lorsqu'une autorité centralisée est instituée à partir du IV^e siècle sur l'archipel, repérable grâce aux grandes tombes qui s'y multiplient alors, tous les pays d'Asie de l'Est entretiennent des relations de sujétion avec les différentes monarchies chinoises et leur apportent un tribut. Puis, à partir du VIII^e siècle, c'est consciemment que l'État né sur l'archipel – qui a désormais pris le nom de Japon (« pays du Soleil-Levant ») – décide d'imiter les pratiques politiques et culturelles de l'empire Tang chinois. Confucianisme (cf. p. 38) et bouddhisme, connus depuis plusieurs siècles, deviennent alors des modes de pensée officiels qui contribuent à asseoir au Japon la « civilisation ». On peut ainsi dire que le nouveau régime Meiji marque le moment où le Japon abandonne la civilisation chinoise pour adopter les systèmes de pensée et la culture de l'Occident.

Mais sur un plan politique, et à une échelle plus resserrée, c'est aussi le moment où l'ordre ancien qui avait assuré la paix durant deux cent cinquante ans est remplacé par un nouvel ordre, tourné en permanence vers le changement et le progrès.

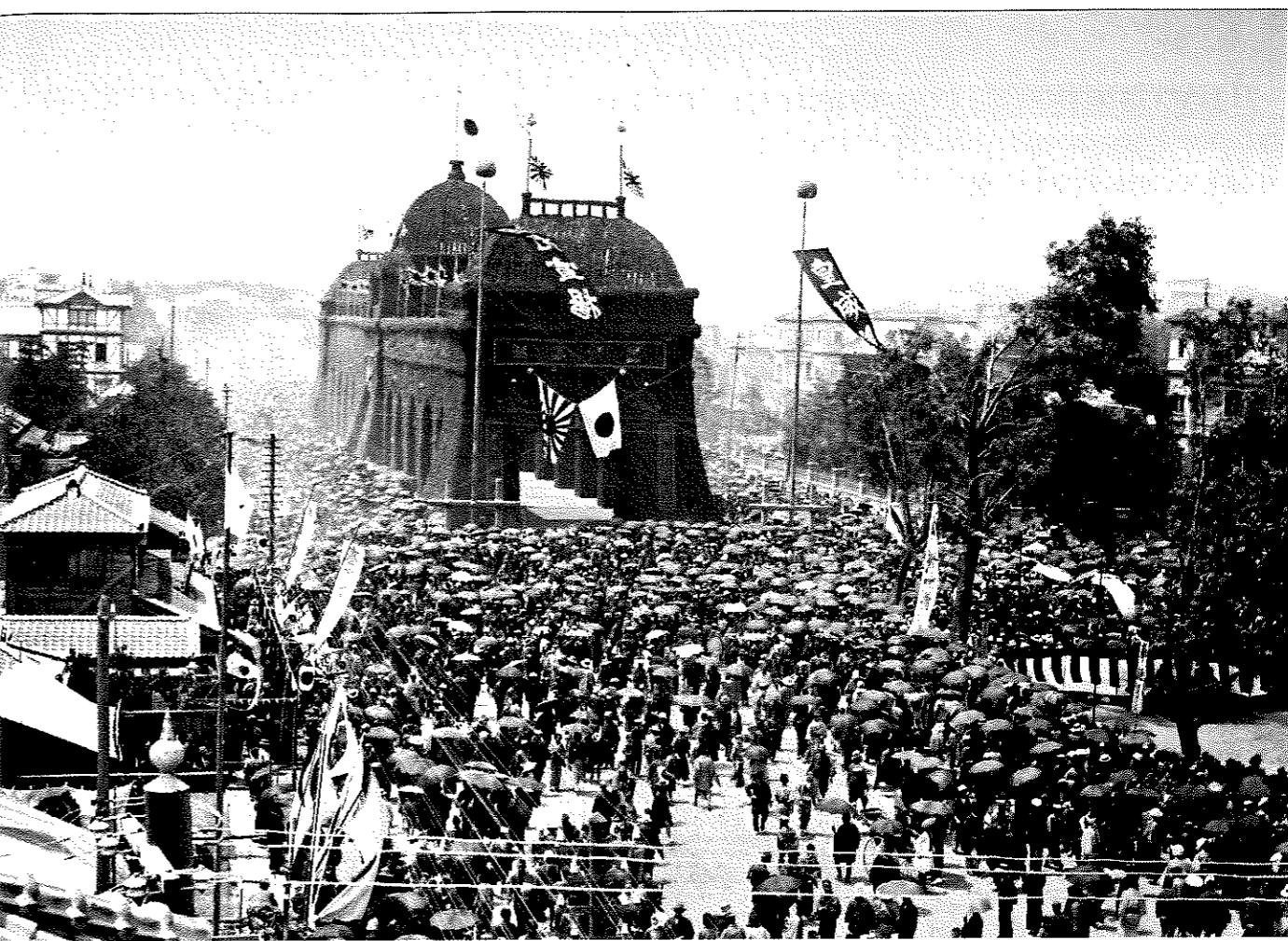
Note

* Cf. lexique, p. 35.

Depuis le XII^e siècle, l'État japonais se construit de manière relativement indépendante de la Chine et deux centres de pouvoir cohabitent : la cour impériale de Kyôto et le gouvernement des samouraïs* ou régime shogunal*, qui maintiennent le fractionnement du pays en seigneuries. Au début du XVII^e siècle, le nouveau régime qui s'instaure est une sorte de pouvoir fédéral bicéphale avec un monarque qui subsiste dans l'ancienne capitale et quelque 260 fiefs et principautés qui sont autant de micro-États sous l'égide du shogunat des Tokugawa dont la capitale est installée à Edo (actuelle Tôkyô).

Le tennô* (l'empereur) est désormais seul au sommet, les micro-États seigneuriaux sont dissois et la centralisation politique s'impose peu à peu tandis que l'ordre social dirigeant des samouraïs est aboli, que les discriminés sont officiellement libérés et que tous les anciens statuts sont supprimés.

En parvenant à canaliser toutes les énergies réformistes, c'est aussi un véritable changement de société qu'opère Meiji. Une aristocratie d'environ 400 familles est certes maintenue, mais le reste de la population se mue au fil du temps en une nation d'individus possédant les mêmes droits et les mêmes devoirs, capables donc de consacrer toute leur énergie à ce changement. Conséquence de l'introduction des techniques



La fin d'un monde Cet arc triomphal est érigé à Tôkyô, en 1895, pour célébrer la victoire contre la Chine. Sur le continent aussi, on prend la mesure de ce qui se joue alors : c'est la fin de la suprématie chinoise en Asie orientale.

et des sciences occidentales, ainsi que d'un système constitutionnel en 1889, le Japon devient, sur le plan de la liberté politique ou de l'importance des droits humains, assez proche des pays occidentaux.

Comment donc qualifier Meiji : est-ce une restauration de la monarchie, une réforme d'envergure ou une véritable révolution ?

Un peu des trois, vraisemblablement. En faisant à nouveau de l'empereur le seul souverain, comme dans la période ancienne, Meiji est très clairement une restauration. En 1868, la pensée des Lumières n'était pas encore connue et donc le grand bouleversement de Meiji ne pouvait se légitimer que comme retour à l'ordre ancien des choses.

D'un autre côté, le gouvernement de Meiji, bien qu'issu de la restauration monarchique, n'a jamais essayé de revenir à l'ordre ancien en défendant les priviléges de l'aristocratie. Au contraire, il l'a détruit en abolissant les seigneuries et les anciens ordres sociaux, tandis que le pivot de la « civilisation » basculait de la Chine vers l'Occident. On peut donc au moins parler de réforme, et « révolution » ne me paraît pas trop fort pour

désigner l'abolition des statuts. Même l'aristocratie est désormais soumise aux mêmes Codes pénal et civil que le reste de la population.

Le problème, en définitive, est de désigner ce moment par des termes occidentaux qui portent avec eux le souvenir d'autres bouleversements, avec lesquels Meiji n'est bien sûr jamais tout à fait comparable. Mais s'il fallait à tout prix choisir un terme, je trouve « restauration » inadapté, et « réforme » trop faible : même si ce que connaît le Japon à partir de 1868 a peu à voir avec ce qu'ont connu la France en 1789 ou la Russie en 1917, le meilleur terme demeure pour moi celui de « révolution ».

L'histoire de Meiji connaît-elle aujourd'hui au Japon des renouvellements ?

Oui, sur plusieurs points. Les travaux classiques sur Meiji se focalisaient sur quelques thèmes comme le rétablissement du pouvoir monarchique en 1868, le passage des seigneuries aux départements en 1871, ou encore le caractère pro-impérial et xénophobe du mouvement. Et c'est sur cette base que sont organisées cette année les commémorations au Japon. ►►►

« Il n'existe pas de consensus au Japon, ni sur l'importance de l'ère Meiji ni sur sa signification historique »

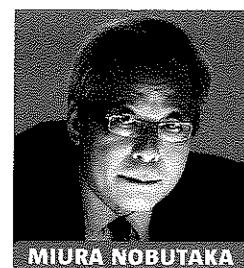
►►► Mais, depuis quelques années, je me suis penché avec d'autres historiens sur des problématiques nouvelles, comme la dissolution de l'ordre des samouraïs et des statuts héréditaires, ou l'absence relative de violences lors de Meiji. Par ailleurs, nombreux sont les historiens qui, comme Aoyama Tadamasa ou moi-même, insistent aujourd'hui sur le débat public et son institutionnalisation dans le cadre parlementaire.

L'étude de l'arrière-plan idéologique du mouvement, surtout, a été radicalement renouvelée. On avait longtemps souligné l'importance des « études nationales » (à l'origine du nationalisme japonais) et des « études hollandaises » (les sciences et techniques occidentales connues

par le comptoir de Nagasaki ouvert à la seule Compagnie hollandaise des Indes orientales). Récemment, des historiens comme Watanabe Hiroshi ou Park Eung ont mis au jour l'importance de la diffusion des classiques chinois dans la société japonaise à partir du milieu du XVIII^e siècle. Les lettrés ayant étudié dans leur jeunesse le néo-confucianisme se retrouvent en effet, à partir de l'arrivée du commodore Perry en 1853, en pointe des critiques politiques contre le régime. Ce sont eux qui militent en faveur d'un système nouveau qui transcenderait les ordres sociaux traditionnels en sachant reconnaître les talents individuels, et ils se réfèrent explicitement au système d'examens de la Chine et de la Corée, qu'ils idéalisent complètement. C'est donc en s'inspirant de la pensée politique chinoise qu'ils passent à l'action, avant de trouver en chemin dans l'Occident un modèle plus adapté à leurs aspirations. ■

(Propos recueillis et traduits par Pierre-François Souyri.)

La commémoration se fait à la télévision



La série Segodon (ci-contre) rend hommage au samouraï Saigô Takamori, l'un des artisans du nouveau régime passé à l'opposition en 1873.



In'existe pas de consensus réel au Japon, ni sur l'importance de l'ère Meiji ni sur sa signification historique. Des commémorations doivent être organisées à l'automne, mais on ignore encore aujourd'hui leur date précise et leur nature. Il n'y a pas, au Japon, l'équivalent du 14 Juillet. En attendant, les principaux médias se focalisent sur le récit biographique des grands personnages de l'époque. C'est le cas de la NHK, la télévision publique japonaise, qui projette le dimanche soir à une heure de grande écoute une série sur Saigô Takamori, l'un des acteurs clés de Meiji, même si c'est paradoxalement un déçu du régime, qui se rebelle contre lui.

En province, on se livre à des commémorations locales dans les départements qui correspondent aux anciens fiefs et principautés dans lesquels s'est joué le processus qui a mené à l'abdication du shôgun et à la restauration de la monarchie. Chaque région fête l'événement à sa manière, sans

coordination avec les autres, avec pour objectif principal d'attirer les touristes. Le Premier ministre Abe Shinzô, très fier d'être originaire du département de Yamaguchi (ancien fief de Chôshû), insiste sur le rôle héroïque des samouraïs de ce fief lors du coup d'État. Mais il cherche à réduire Meiji à la geste de ces guerriers partisans d'une restauration impériale, sans jamais tenir compte du caractère révolutionnaire des mesures qui furent prises alors et qui aboutirent à refonder entièrement les bases de la société. Cet embarras pour commémorer 1868 ne se limite d'ailleurs pas au Japon. Il a été choisi d'organiser en France toute une série d'événements culturels, intitulée « Japonismes 2018 », mais c'est pour fêter le 160^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Japon et la France. C'est tout dire.

Miura Nobutaka
Directeur scientifique de la Maison franco-japonaise
(Propos recueillis et traduits par Pierre-François Souyri.)

POUR EN SAVOIR PLUS

Ouvrages généraux

- L. Babicz, *Le Japon face à la Corée à l'époque Meiji*, Maisonneuve & Larose, 2002.
Fukuzawa Yukichi, *La Vie du vieux Fukuzawa racontée par lui-même*, Albin Michel, 2007 ; *L'Appel à l'étude*, Les Belles Lettres, 2018.
Fujitani Takashi, *Splendid Monarchy. Power and Pageantry in Modern Japan*, Berkeley, University of California Press, 1996.
C. Galan, E. Lozerand (dir.), *La Famille japonaise moderne, 1868-1926. Discours et débats*, Arles, Philippe Picquier, 2011.
F. Héraïl (dir.), *L'Histoire du Japon, des origines à nos jours*, Hermann, 2010.
Irokawa Daikichi, *The Culture of the Meiji Period*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
Kaneko Mitsuharu, *Histoire spirituelle du désespoir. L'expérience du siècle de Meiji dans ses tristesses et cruautés*, Éditions Rue d'Ulm, 2009.
Kazuhiro Takii, *Itô Hirobumi. Japan's First Prime Minister and the Father of the Meiji Constitution*, Londres, Routledge, 2014.
D. Keene, *Emperor of Japan. Meiji and His World, 1852-1912*, New York, Columbia University Press, 2002.
Nakae Chômin, *Dialogues politiques entre trois ivrognes*, CNRS Éditions, 2008.
P.-F. Souyri, *Nouvelle histoire du Japon*, Perrin, 2010 ; *Moderne sans être occidental. Aux origines du Japon d'aujourd'hui*, Gallimard, 2016 ; *Les Guerriers dans la riziérie. La grande épopée des samouraïs*, Flammarion, 2017.
J.-J. Tschudin, C. Hamon, *La Nation en marche. Études sur le Japon impérial de Meiji*, Arles, Philippe Picquier, 1999.
Watanabe Hiroshi, *A History of Japanese Political Thought, 1600-1901*, Tôkyô, International House of Japan, 2012.
Yoshimi Shun'ya, « Les rituels politiques du Japon moderne. Tournées impériales et stratégie du regard dans le Japon de Meiji », *Annales. HSS*, 50-2, 1995, pp. 341-371.

Littérature

- Enchi Fumiko, *Chemin de femmes*, Gallimard, 1999.
Mishima Yukio, *Le Palais des fêtes*, Gallimard, 1983.
Mori Ôgai, *Vita sexualis ou L'Apprentissage amoureux du professeur Kanai Shizuka*, Gallimard, 1981.
Nagai Kaffû, *La Sumida*, Gallimard-Unesco, 1988 ; *Du côté des saules et des fleurs*, Arles, Philippe Picquier, 1994 ; *Le Bambou nain*, Arles, Philippe Picquier, 2012.
Natsume Sôseki, *Je suis un chat*, Gallimard-Unesco, 1986 ; *La Porte*, Arles, Philippe Picquier, 1992 ; *Botchan*, Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
Tayama Katai, *Futor*, Le Serpent à plumes, 2000.

Band dessinée et manga

- M. Mariolle, E. Buji, G. Carré, *L'Empereur Meiji*, Glénat-Fayard, 2017.
Taniguchi Jirô, Sekikawa Natsuo, *Au temps de Botchan*, 5 vol., Seuil, 2002-2006, Casterman, 2011-2013.

« Meiji, splendeurs du Japon impérial »

Autour de l'exposition organisée par le Musée national des arts asiatiques - Guimet (MNAAG)
Colloque « Lumières de Meiji. Construction du Japon moderne », le 20 octobre, coorganisé par le Centre d'études japonaises (Inalco), l'École française d'Extrême-Orient et le MNAAG, en partenariat avec *L'Histoire*.

Catalogue de l'exposition *Meiji. Splendeurs du Japon impérial*, Éditions Lienart, 2018.
Projections de films et lectures les 17, 18, 24, 25 et 30 novembre.

Plus d'informations sur www.guimet.fr

Pour nos abonnés

Paris 17 OCTOBRE 2018-14 JANVIER 2019
MNAAG-GUIMET


Exposition

« Meiji, splendeurs du Japon impérial »

20 invitations sont offertes aux abonnés de *L'Histoire*

Inscription : privilege-abonnes@histoire.presse.fr

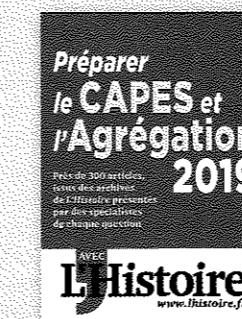
Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris

www.guimet.fr

En vous inscrivant à l'adresse privilege-abonnes@histoire.presse.fr vous pourrez recevoir la newsletter et les informations de *L'Histoire*.



Préparez les concours avec www.lhistoire.fr



■ Le Capes et l'Agrégation 2019

La famille dans l'Antiquité • L'Europe du Nord, VII^e-XI^e siècle • État, pouvoirs et contestations politiques, 1640-1780 • Culture, médias, pouvoirs aux États-Unis et en Europe, 1945-1991

■ L'épreuve d'histoire de l'École normale supérieure

SciencesPo

■ L'épreuve d'histoire de Sciences Po Paris

SciencesPo

Ces webdossiers sont accessibles gratuitement pour les abonnés à notre site www.lhistoire.fr. Ils peuvent également être achetés à l'unité.

Retrouvez-nous sur Facebook et Twitter



Magazine L'Histoire